



openbaar ministerie
ministère public

**Parket bij het hof van beroep
te Brussel**

**Parquet près la cour d'appel
de Bruxelles**

**Auditoraat-generaal bij het
arbeidshof te Brussel**

**Auditorat général près la
cour du travail de Bruxelles**

Plechtige openingszitting van het hof van beroep te Brussel

2 september 2024

Rede uitgesproken door procureur-generaal Frédéric Van Leeuw

Audience solennelle de rentrée de la cour d'appel de Bruxelles

2 septembre 2024

Discours prononcé par le procureur général Frédéric Van Leeuw

Mesdames et Messieurs,

Introduction

L'article 345 du Code judiciaire prescrit que le procureur général, à l'occasion de chaque rentrée judiciaire, jette un regard sur l'activité de la cour d'appel et des tribunaux du ressort. Cette disposition prévoit également qu'il peut, s'il l'estime utile, prononcer un discours sur un sujet adapté aux circonstances. C'est un honneur pour moi de prononcer cette première mercuriale en tant que nouveau procureur général devant d'illustres représentants de la magistrature assise et debout ainsi que du barreau. A l'occasion de cette rentrée judiciaire d'ailleurs, notre mascotte bruxelloise Manneken-Pis, portera aujourd'hui la toge du procureur général entre 9h00 et 18h00. La légende raconte que ce garçonnet a agi dans l'intérêt général en éteignant un incendie avec les moyens du bord. Il y a pour moi un point commun évident avec le métier de magistrat.

1. Quelques chiffres

Je ne doute pas que vous écouteriez avec passion les longues listes de chiffres sortis de nos mémoires digitales par nos analystes statistiques. Sans pour autant m'inspirer de Winston Churchill, pour qui « *the only statistics you can trust are those you falsified yourself* », j'ai fait le choix – je le reconnais plutôt personnel – de mettre en évidence certaines tendances qui alimenteront ou illustreront les réflexions qui vont suivre. Celles-ci auront pour thème le défi de maintenir l'équilibre, voire de le rétablir, entre l'intérêt général et les intérêts particuliers. Nous partirons même du postulat qu'actuellement l'intérêt individuel est souvent mis au-dessus de la pyramide, pensons par exemple aux difficultés posées par la législation européenne sur la protection des données, et que ce déséquilibre devient alors problématique pour le vivre ensemble car il est de nature à favoriser la loi du plus fort.

Mais n'anticipons pas ! En premier lieu, j'aborderai brièvement la manière dont la justice a été rendue dans le ressort. Des statistiques détaillées sont fournies chaque année au Conseil supérieur de la justice pour toutes les instances judiciaires dans leur rapport de fonctionnement. En outre, le site Internet du Collège des cours et des tribunaux fournit diverses statistiques relatives au siège. C'est pourquoi je me limiterai aujourd'hui au ministère public.

Dans un premier temps, je présenterai les évolutions globales concernant les parquets de notre ressort. Ensuite, j'aborderai les évolutions au parquet général près la cour d'appel de Bruxelles.

Le nombre d'affaires introduites dans notre ressort auprès des parquets pénaux a augmenté de 4 % entre 2022 et 2023. Alors que l'afflux de l'année écoulée a augmenté de 5% au parquet de Bruxelles et de 4% aux parquets de Louvain et du Brabant wallon, nous observons à Halle-Vilvorde une augmentation de 1%. Si l'on compare le volume total de 2023 à celui de 2018, soit cinq ans plus tôt, on constate une augmentation de 11 % dans notre ressort.

Je rappelle qu'il ne s'agit pas de statistiques de criminalité, mais de statistiques d'activité des parquets. L'évolution du flux d'entrée ne permet pas de dénombrer les actes de criminalité. De plus, la charge de travail exacte ne peut pas être déterminée en fonction du nombre d'affaires qui entrent dans les parquets. En effet, le flux d'entrée n'est pas un indicateur suffisamment complet pour évaluer la charge de travail des parquets.

Le nombre d'affaires classées dans notre ressort par les parquets correctionnels a augmenté de 11 % entre 2018 et 2023. Si le nombre d'affaires classées sans suite pour des raisons techniques a augmenté de 4%, nous constatons une augmentation de 26% du nombre d'affaires n'ayant pas fait l'objet de poursuites pénales pour des raisons d'opportunité. En particulier, le nombre d'affaires classées sans suite en raison d'autres priorités dans la politique d'enquête et de poursuite a connu une évolution inquiétante : entre 2018 et 2023, il est passé de 7.334 à 16.523 affaires, ce qui représente une augmentation de pas moins de 125%.

Le nombre de nouvelles affaires de protection de la jeunesse a augmenté de 3% dans notre juridiction entre 2022 et 2023. Entre 2018 et l'année dernière, on note une augmentation de 10%, le parquet jeunesse de Louvain se distinguant particulièrement avec une augmentation de pas moins de 42%.

Les affaires relatives à des faits qualifiés infractions ont augmenté de 1% entre 2022 et l'année dernière. Par rapport à 5 ans plus tôt, il s'agit d'une augmentation de 2% dans notre ressort et de 32% au parquet jeunesse de Louvain.

Le nombre d'affaires impliquant une situation inquiétante a augmenté de 4% entre 2022 et l'année dernière. Par rapport à 2018, 2023 obtient une augmentation de 14% dans notre juridiction et de 51% au parquet jeunesse de Louvain. Jusqu'ici, ces statistiques concernaient les parquets des tribunaux de première instance.

J'aborderai maintenant quelques données relatives aux activités de la cour d'appel et du parquet général¹. Seules quelques grandes tendances seront ici relevées. Les personnes intéressées par des chiffres plus complets pourront consulter l'annexe à la présente communication. Elle contient des tableaux et des graphiques détaillés, élaborés par les analystes statistiques du parquet général.

Au niveau des appels contre les jugements du tribunal correctionnel, nous avons déjà mentionné à plusieurs reprises nos préoccupations quant à l'arriéré judiciaire. Au niveau de l'évolution du stock au cours des 10 dernières années, les chambres néerlandophones enregistrent une augmentation de 623 affaires. Pour la même période, les chambres francophones enregistrent une augmentation du stock de 1.240 affaires.

S'agissant du nombre d'affaires reçues au parquet général de Bruxelles concernant une procédure devant la chambre des mises en accusation, on observe une augmentation de 26% en 2023 par rapport à 2014. Parmi ces affaires, les procédures de détention préventive ont augmenté de 44% durant cette même période. Les chiffres de 2024 ne sont bien sûr pas encore consolidés, mais, à titre d'exemple, le nombre de détenus traités par les chambres des

¹ Sources des informations statistiques relatives au parquet général et à la cour d'appel : base de données PAGE du parquet général et données enregistrées par le greffe de la cour.

mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles connaît une croissance exponentielle surtout du côté francophone. Si on prend pour référence le mois de juillet de chaque année, on constate une augmentation de 75% en deux ans :

- 111 dossiers francophones pour le mois de juillet 2022
- 117 dossiers pour juillet 2023
- 195 dossiers pour juillet 2024

Concernant les procédures devant les cours d'assises du ressort, le nombre de dossiers en attente d'être jugés tend à diminuer. En effet, fin juin 2024, 9 affaires d'assises attendaient d'être jugées, alors qu'il y en avait 15 un an plus tôt (voir cependant la nuance exprimée plus avant).

Ces dernières années, nous avons constaté que l'entrée en vigueur du tribunal de la famille, le 1er septembre 2014, et les transferts de compétences qui lui sont liés impliquent que les statistiques sur le nombre d'affaires civiles et le nombre d'affaires enregistrées par les chambres de la jeunesse de la cour d'appel sont difficiles à comparer avec les statistiques des années précédentes. Néanmoins, les 9 dernières années présentent des données comparables et on constate une augmentation de 38% des affaires de jeunesse entrées en 2023 par rapport à l'année 2015.

2. Méfiance

Peut-être sommes-nous passés un peu vite, les uns, avec un certain sentiment d'impuissance, les autres, et c'est pire, avec fatalisme voire indifférence, sur le dernier baromètre de la Justice publié en juin dernier? Celui-ci a pourtant de quoi interpeller : d'après l'enquête, la confiance des citoyens en la Justice serait passée de 66% en 2007 à 54% en 2024. Ce constat, décevant au regard de l'immense investissement personnel des nombreux acteurs de la Justice, s'inscrit dans la droite ligne de la baisse de confiance généralisée dans les institutions. Car l'enquête du Conseil supérieur esquisse tout de même, en contraste, que le résultat de la Justice « *est meilleur que celui de la presse, du Parlement, du gouvernement et des institutions religieuses auxquels seuls quatre à cinq belges sur dix font encore confiance* »².

Il y a bien sûr divers éléments que les chiffres que je viens d'énumérer corroborent peut-être de façon factuelle : une grande majorité des sondés estime que le traitement d'une affaire judiciaire dure trop longtemps. Un autre élément pointe une communication déficiente de l'institution sur son fonctionnement ou encore une Justice inabordable. Il y a là un certain nombre de remarques qui doivent nous interpeller, nous les acteurs de la Justice, dans notre globalité, en tant que véritable chaîne dans l'exercice de notre pouvoir, et, individuellement, dans notre pratique quotidienne. Un effort de réflexion s'impose, plutôt que de se laisser aller à un sentiment d'impuissance, qui porte au désintérêt et à l'indifférence. J'ai donc choisi de m'astreindre à cet exercice en vous soumettant des pistes de réflexion personnelles en

² <https://csj.be/fr/publications/2024/barometre-de-la-justice-2024>

espérant qu'elles susciteront chez les auditeurs un débat et un questionnement qui ne peut qu'être profitable à la qualité de la Justice.

3. Narcisse ou le 'selfie' impossible

En écoutant le journaliste Arnaud RUYSEN analyser, dans son émission radio « *Le Tournant* », pourquoi il existe aujourd'hui tant de méfiance vis-à-vis de la politique³, j'ai été interpellé par le parallèle évident entre son analyse et la perte de confiance vis-à-vis de la Justice. Un des constats que M. RUYSEN pose est que nous faisons face, depuis quelques années, à « *une évolution de société qui place l'individu au centre* ». A priori, cela pourrait paraître positif, car nous existons désormais dans une société qui favorise le développement personnel, mais il y a un « mais » : « *le fonctionnement normal de la société actuelle nous oblige à tendre vers notre propre idéal du moi, vers la meilleure version de nous-même* » - explique la philosophe autrichienne Isolde CHARIM. Selon elle, « *l'aspect positif, c'est que cela nous stimule, nous pousse vers le haut, nous challenge. En revanche, il y a deux points négatifs. Tout d'abord l'idéal est toujours inatteignable. C'est une expérience de frustration prévue d'avance... Cela signifie que le moi que nous sommes tous, est renvoyé à une insuffisance éternelle. Nous ne sommes jamais « assez » face à l'idéal. Le deuxième point est que dans cette course, nous sommes toujours poussés à fonctionner mieux.../... Les rapports sociaux sont aujourd'hui organisés de telle manière qu'ils exigent de nous cette dépense d'énergie pour atteindre notre idéal. Car on ne fait pas d'avantage, on ne fonctionne pas mieux si l'on se concentre uniquement sur la moyenne.* »⁴ Le problème est alors que de plus en plus de gens restent sur le carreau : précarité, nombreux problèmes psychiques, dépressions, burn-out..., l'attrait pour la consommation de drogue, le désir de tant de gens d'immigrer, de consommer, etc ... en sont autant d'illustrations.

Le grand penseur britannique Jonathan SACKS qualifie cette évolution de « *move from 'We' to 'I'* », que l'on peut traduire par le passage du « *Nous* » au « *Moi* ». Cet exode vers le monde du « *Moi* », qui a commencé au siècle dernier, a produit une nouvelle vision de l'homme et de la femme en tant qu'individus isolés, plongés dans un vide relationnel, qui est dramatiquement perçu de plus en plus aujourd'hui comme la normalité voire un idéal. Le baromètre démographique 2023 de la Région bruxelloise nous apprend que « *la taille moyenne des ménages privés a légèrement diminué, en passant de 2,15 au 1er janvier 2022 à 2,14 au 1er janvier 2023.* »⁵ En 2021, plus d'un Bruxellois sur cinq est recensé comme « isolé »⁶. Selon SACKS, la crise actuelle s'explique par la perte d'un code moral fort et partagé et par la prééminence de l'intérêt personnel sur le bien commun: « *We have outsourced morality to the market and the state, but neither is capable of showing us how to live.../... With liberal*

³ A. RUYSEN, <https://auvio.rtf.be/media/declic-le-tournant-declic-le-tournant-3203190>

⁴ « Le narcissisme est une idéologie », interview de la philosophe Isolde Charim par A. Schneider parue initialement dans *Die Welt* et publiée en suite en français dans le journal *Le Soir*, le 5 octobre 2023.

⁵ Elle reste inférieure à celle des deux autres régions : 2,29 en Région flamande et 2,24 en Région wallonne. Voir Jean-Pierre HERMIA, *Baromètre démographique 2023 de la Région de Bruxelles-Capitale*, Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA), *Focus*, n° 91, p. 5.

⁶ Baromètre social – Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté et des inégalités sociales et de santé, <https://vivalis.brussels>

democracy embattled, public discourse grown toxic, family life breaking down, and drug abuse and depression on the rise, many fear what the future holds.»⁷ Cette phrase donne l'impression d'illustrer le dernier journal télévisé avec le spectacle du géant démocratique américain – gage de la stabilité mondiale - qui se déchire de manière outrancièrement polarisante, la montée des extrêmes dans nos démocraties occidentales, la véritable épidémie de consommation de drogues que nous vivons actuellement - et contre laquelle nous ne savons trop quoi faire - ou encore le mal-être psychologique de tant de gens autour de nous, surtout depuis la pandémie du Covid.

Nous sommes en fait passés- parfois imperceptiblement mais sûrement - du monde de la photo de groupe à celui du selfie, c'est-à-dire de « *Moi devant et le monde en arrière-plan* ». C'est ce que décrit, toujours dans le podcast d'Arnaud RUYSEN, le politologue Vincent de COORBYTER : « *aujourd'hui le citoyen individualiste est devenu très exigeant .../... A tout moment, on est dans une situation de citoyen consommateur... et c'est nouveau! Vous pouvez être plus désireux d'avoir un maximum de sécurité de la part de l'Etat tout en conservant un maximum de liberté, exiger des politiques environnementales et climatiques très efficaces tout en demandant à conserver toute liberté d'utiliser votre voiture, de prendre l'avion et de ne pas devoir payer d'impôt, de taxe spécifique pour lutter contre le dérèglement du climat. Vous allez demander à payer le moins d'impôts possible, mais avoir des services publics les plus efficaces et les plus disponibles possibles* »⁸. Bien d'autres exemples pourraient être rajoutés: nous nous étonnons du nombre d'armes en circulation à Bruxelles, mais la Belgique continue à en produire abondamment parce que cela fait fonctionner l'économie. La lutte contre la drogue doit être une priorité absolue, mais on ne veut surtout pas faire trop de contrôles au port d'Anvers pour éviter que celui-ci ne perde sa position face à la concurrence. Nous voulons que les peines de prisons soient exécutées plus concrètement, mais personne ne veut accepter la construction d'une prison près de chez lui ...

4. Querelles d'egos

Cet état des choses provoque le développement d'une culture de conflit, pas seulement au niveau international, mais au cœur même des rapports sociaux. Ces tensions, arrivent tôt ou tard sous les yeux de la Justice : l'augmentation de la violence dans notre Capitale n'aura échappé à personne. Comme le montrent les tendances que je vous ai exposées : chaque année, le nombre de dossiers augmente (5% au niveau du seul parquet de Bruxelles entre 2022 et 2023) ; ce qui n'est pas le cas du cadre des magistrats! Si, en 2023, il y a eu moins de cours d'assises en attente d'être fixées, il faut tout d'abord souligner que c'est grâce aux efforts consentis par les magistrats. Encore une fois, je suis contraint de relever combien cette procédure d'assises est un facteur majeur de l'arriéré judiciaire dans notre ressort. Chaque cour d'assises enlève pour des périodes conséquentes plusieurs juges et procureurs aux chambres dans lesquelles elles ou ils officient. En l'occurrence ces procès se déroulent, dans la situation actuelle, au compte-goutte, mais toujours au détriment de centaines d'autres justiciables dont le contentieux attend d'être tranché devant les tribunaux. Il y a ici une

⁷ Jonathan Sacks, *Morality: Restoring the Common Good in Divided Times*, New-York, Basic Books, 2020,

⁸ A. RUYSEN, <https://auvivo.rtbef.be/media/declic-le-tournant-declic-le-tournant-3203190>

convergence possible entre ce que disait M. De COORBYTER et le baromètre de la Justice: le citoyen attend une Justice plus rapide (et ce qui est parfaitement justifié), mais il désire dans le même temps conserver la cour d'assises. Il convient ensuite et surtout de fortement nuancer l'optimisme que ce chiffre pourrait générer en citant la véritable explosion de dossiers non-correctionnalisables : on dénombre 36 nouvelles affaires d'assises francophones entrées en 2022, 30 nouvelles affaires francophones en 2023 et déjà 16 nouvelles affaires francophones et quatre néerlandophones en 2024. En parallèle, 10 sessions d'assises francophones ont été ouvertes en 2022 et 10 également en 2023. Pour 2024, on prévoit 21 sessions francophones. Le cadre des magistrats du parquet général ne peut plus absorber cette charge de travail extraordinaire des assises en plus du fonctionnement ordinaire des audiences courantes. Or les dossiers d'assises ne peuvent pas attendre vu leur particulière gravité. Nous avons dès lors été obligés de détacher deux magistrats du parquet de Bruxelles alors même que ce dernier est lui aussi confronté à un manque chronique de magistrats.

5 . Mineurs non-accompagnés ?

Cependant, les chiffres qui m'ont personnellement le plus inquiété, sont ceux relatifs à l'augmentation vertigineuse des dossiers de protection de la jeunesse. Confirmant la tendance relevée sur le ressort que j'ai évoquée plus haut, au niveau national, les affaires relatives à la protection de la jeunesse ont augmenté de 49 % au cours des dix dernières années, dont une augmentation de 11% pour la seule année 2023 par rapport à 2022. Il s'agit du nombre de dossiers entrants le plus élevé depuis le début de l'enregistrement officiel des statistiques annuelles des parquets de la jeunesse du ministère public en 2010. Et la plus grande cause de cette croissance de cette dernière décennie sont les dossiers relatifs aux mineurs en danger⁹.

Que signifie être jeune aujourd'hui dans une telle période de vide relationnel? Petit-à-petit, l'expression « *mineur non-accompagné* » semble devenir une métaphore. L'estompement du « *Nous* » impacte les plus jeunes générations et c'est en grande partie dû à des adultes, qui ne veulent pas vieillir et laisser l'espace à d'autres. Notre société a du mal à proposer un futur aux jeunes. D'après une étude de la Fondation Roi Baudouin, 12,8 % des enfants souffrent dans notre pays de déprivation matérielle¹⁰. Bruxelles est la Région la plus jeune du pays, 22% de ses habitants y ont moins de 18 ans¹¹. Mais qu'en fait-on? A Bruxelles, six enfants sur dix bénéficient d'un supplément social pour les allocations familiales¹². Les jeunes majeurs sont par ailleurs un potentiel pas toujours exploité et qui présente certaines situations complexes: 32% des Bruxellois qui reçoivent le revenu d'intégration sociale sont des jeunes entre 18 et 24 ans¹³.

Les chiffres des suicides et tentatives de suicide sont en soi impressionnants : en cinq ans, depuis 2019, 4597 procès-verbaux initiaux ont été dressés dans les parquets du ressort (une moyenne de 500 par an à Bruxelles), parmi eux 420 dans les parquets jeunesse dont 64,38% à

⁹ <https://om-mp.be/fr/article/communiqu%C3%A9-presse-du-college-procureurs-generaux-publication-statistiques-annuelles-2023>

¹⁰ A.-C. GUIO et W. VAN LANCKER, La déprivation des enfants en Belgique et dans ses régions : que disent les nouvelles données ?, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 2023, pp. 89.

¹¹ Voir Baromètre démographique, *op. cit.*, p. 4.

¹² Voir Baromètre social, *op. cit.*

¹³ Voir <https://ibsa.brussels/themes/precarite-et-aide-sociale>

Bruxelles. Cette situation est d'autant plus tragique que ce chiffre est sous-évalué car en matière de jeunesse les verbalisants auront plutôt tendance à ouvrir une notice pour mineur en danger pour une tentative de suicide.

La réalité est néanmoins sous nos yeux : beaucoup de ces jeunes sont confrontés à « *une véritable 'spirale de la désaffiliation' à laquelle il faut porter une attention toute particulière... sachant qu'ils sont en réalité plus perméables aux discours caricaturaux et négatifs à leur sujet (qui sont repartagés entre eux via les réseaux sociaux) qu'au discours nuancés ou qui tentent de trouver des solutions, qui ne connaissent pas la même publicité* »¹⁴. Sans entrer dans la caricature, ce rejet des institutions par une bonne partie de la population, « *qui prend racine dans un ensemble d'expériences douloureuses (notamment du mépris social)* »¹⁵, joue un rôle non-négligeable dans un certain nombre d'évolutions, qui finissent tôt ou tard par agiter le monde judiciaire : incivilités, radicalisation, consommation de drogues, trafics et escroqueries en tout genre, rébellion, violences... Lorsque je lis dans le programme de certains partis qu'on projette d'encore plus faciliter la procédure de dessaisissement, j'y vois l'illustration parfaite de cette démission du monde adulte caractéristique du chacun pour soi : envoyer des adolescents en prison c'est la solution de facilité. Au-delà des drames personnels qu'elle incarne, permettez-moi de douter qu'elle soit, à terme, profitable à notre vivre-ensemble.

6. « *Moi* » et « *surmoi* »

Le changement climatique des dernières décennies qui a vu l'essor d'un « *Moi* » dominant, génère aussi une politique faite de polarisations extrêmes et émotives, de refus de l'engagement au profit de tous et de recherche d'un leader rassurant¹⁶, quelqu'un qui pense à notre place ; ce qui est une façon de vivre notre narcissisme de façon collective. Cela a pour effet paradoxal que dans le désir de vivre nos libertés sans limites, surtout pas celle de l'autre, nous les annihilons. Dans son essai intitulé « *Le naufrage des civilisations* », Amine MAALOUF pose ce constat sévère : « *Il est à craindre que nos contemporains et leurs descendants seront de plus en plus attentifs aux voix qui leur diront qu'il vaut mieux vivre dans une forteresse aux murs hauts, efficacement protégée, même s'il fallait, pour cela, mettre en veilleuse certaines libertés, et certaines valeurs. 'Le choix pour l'humanité est entre la liberté et le bonheur, et pour la grande majorité, le bonheur est meilleur', faisait dire Orwell avec cynisme, à l'un des personnages de 1984.* »¹⁷ Aujourd'hui, la sécurité mais aussi, l'émergence du plaisir et de la consommation digitale symbolisés par le smartphone font que nous sommes traçables partout à commencer par des firmes privées. Les caméras de surveillances, ANPR, les PNR se sont multipliés. Lors de l'enquête sur Jurgen CONINXS, ce militaire qui avait voulu s'en prendre à un virologue durant la crise Covid, j'ai été frappé par la facilité avec laquelle nous avons pu retracer tout ce que cet homme avait fait avant sa mort. Le moment de son décès a même été déterminé à la minute près par son smartphone.

L'anthropologue français, Emmanuel TODD ne dit rien d'autre lorsqu'il énonce que : « *l'individu ne peut être grand que dans une communauté et par elle. Seul, il est voué par nature à rétrécir. Maintenant que nous sommes libérés en masse des croyances métaphysiques, fondatrices et*

¹⁴ Renaud MAES, La spirale de la désaffiliation, *La Revue nouvelle*, n° 6/2021, p. 5.

¹⁵ *Idem*.

¹⁶ A. RICCARDI, « La crisi del Noi, la tirannia dell'Io. Un mondo pieno di solitudine », *Corriere della Sera*, 15 juin 2024.

¹⁷ Amin MAALOUF, *Le naufrage des civilisations*, Grasset, Le Livre de Poche, Paris, 2019, pp. 354-355.

dérivées, communistes, socialistes ou nationales, nous faisons l'expérience du vide, et nous rapetissons. Nous devenons une multitude de nains mimétiques qui n'osent plus penser par eux-mêmes - mais se révèlent quand même tout aussi capables d'intolérance que les croyants d'autrefois. Les croyances collectives en effet ne sont pas seulement des idées que partagent des individus et qui leur permettent d'agir ensemble. Elles les structurent. En leur inculquant des règles morales approuvées par d'autres, elles les transforment. Cette société à l'œuvre à l'intérieur même de l'individu, c'est ce qu'en psychanalyse on appelle le surmoi. De nos jours, ce concept a mauvaise presse : il évoque une instance de contrôle antipathique qui réprime, empêche le développement personnel. Mais, dans l'esprit de Freud et de bien d'autres, le surmoi est aussi un idéal du moi, qui permet à l'individu de s'élever au-dessus de ses désirs immédiats, pour être mieux et plus que lui-même. »¹⁸

7. Indépendances cha-cha...¹⁹

En droit positif, l'incarnation, il est vrai évolutive et protéiforme, de ce « surmoi » c'est le bien public ou l'intérêt général. Balzac écrivait en 1842 : « *La société ne peut exister que par les sacrifices individuels qu'exigent les lois* »²⁰. Pour qu'une société démocratique fonctionne et que chacun puisse jouir de ses libertés individuelles, il faut paradoxalement en sacrifier un minimum. La mesure de ce sacrifice c'est l'intérêt général, qui permet - ou devrait permettre - de la fixer. La Convention européenne des droits de l'Homme prévoit par exemple à son article 10.2 que : « *L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.* » Il y a dans cet article autant d'expressions de l'intérêt général dont le respect a contribué et contribue toujours à ce que les libertés puissent être vécues pleinement. Pour que le « Moi » s'épanouisse, il faut qu'il monte sur les épaules du « Nous ». La liberté inconditionnelle est libéricide.

Il en va ainsi de nos indépendances respectives magistrats et avocats, qui sont toutes indispensables au fonctionnement de la Justice. Elles n'ont aucun sens si elles ne s'exercent pas dans le cadre d'un « Nous » à réinventer sans cesse. Le contraire reviendrait à faire de ces indépendances une espèce de mécanisme anti-social, sorte de dictature, qui au lieu d'être un pilier de la démocratie, la minerait de l'intérieur. Nous devons je pense toujours avoir ce risque à l'esprit lorsque nous mettons notre indépendance en avant : elle n'est pas une fin en soi destinée à flatter notre ego et à justifier nos aspirations personnelles, elle émane de la communauté qui me l'accorde et je lui en suis donc redevable !

Le principe est simple, mais peut sembler contradictoire. Si je prends l'exemple de l'avocat, celui-ci, pour être indépendant individuellement, doit confier une partie de sa liberté à la

¹⁸ E. TODD, *La défaite de l'Occident*, Paris, Gallimard, 2024, p. 159.

¹⁹ *Indépendance Cha Cha* est enregistrée en juin 1960 au moment de l'indépendance du Congo par le groupe congolais *African Jazz*.

²⁰ H. de Balzac, *La femme de trente ans*, Folio classique, p. 110.

communauté de ses pairs, qui va édicter certaines règles applicables à l'exercice de la profession. Cette faculté de s'auto-réglementer, en dehors de toute pression extérieure, garantit, et rend même plus réaliste, l'indépendance individuelle des avocats et, à travers elle, le libre accès à la Justice²¹.

Une réflexion similaire peut être faite pour le magistrat du ministère public qu'on accuse régulièrement de subjectivité car ce dernier, dans notre ordre constitutionnel, est la seule autorité habilitée à juger de l'opportunité des poursuites, un pouvoir d'action qui ne se base pas uniquement sur l'analyse juridique. « *Par rapport au juge, le procureur dispose d'une latitude plus importante : il n'est pas une autorité 'saisie' qui tranche et clôt un contentieux, dont il n'a pas la maîtrise, en vertu d'une légalité stricte, mais une autorité 'tournée vers l'action', acteur dynamique d'une procédure qu'il déclenche, oriente et mène, ce qui suppose une capacité de décisions aux critères plus ouverts.* »²² Cela ne fait pas pour autant de ce pouvoir de décider de l'opportunité des poursuites une sorte de fait du Prince, car cette liberté du ministère public s'exerce dans le cadre de balises posées par l'impératif de loyauté et d'impartialité et, sur un plan plus général, la politique criminelle. La politique criminelle est souvent perçue à tort comme bridant l'indépendance, alors qu'elle garantit justement que le pouvoir d'action exorbitant du parquet s'exerce dans les limites de l'intérêt général. En commentant un arrêt très clair de la Cour de cassation de 2012, le professeur KUTY souligne que « *bien qu'il soit une partie au procès pénal, le ministère public n'en est pas moins tenu à un devoir d'objectivité et de neutralité. Exerçant une mission de service public, il ne peut faire usage de ses pouvoirs de manière arbitraire et sans justification objective. Ce qui implique qu'il serve l'intérêt général en toute objectivité.* »²³

Aujourd'hui cependant il semble exister une propension à remettre en cause ce pouvoir d'action du ministère public à travers la politique criminelle contestant son indépendance, comme le montre la jurisprudence de la Cour constitutionnelle au cours des dernières années²⁴. Ce mouvement est à mon sens à mettre à l'actif d'une tendance actuelle à privilégier l'intérêt particulier par rapport à l'intérêt général, incarné par le ministère public dans le procès pénal, mais dont l'action est trop souvent réduite à une volonté de légitimer la répression. Par ailleurs, un peu à l'instar de l'évolution que certains auteurs décèlent dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme ou dans celle de la Cour de Justice

²¹ Frédéric VAN LEEUW, « L'indépendance de l'avocat. Le point de vue personnel d'un procureur », in *Actes du colloque pas de Justice sans avocats indépendants*, organisé en 2021 par avocats.be et l'OVB, p. 45

²² P. BEAUVAIS, « La fonction politique du procureur », in *Mélanges en l'honneur de F. Molins*, Lefebvre Dalloz, p. 94.

²³ F. KUTY, « Le devoir du ministère public de proposer une solution de justice : l'expression de son honneur et l'assise de sa légitimité », note sous Cass. 19 décembre 2012, *JLMB* 2013, p. 463.

²⁴ Dans son arrêt récent n° 97/2020 du 25 juin 2020, la Cour constitutionnelle a estimé que le fait que le législateur n'a pas accordé aux personnes concernées par une information – à savoir le suspect et la partie lésée – les mêmes droits que ceux qu'il a accordés à l'inculpé et à la partie civile dans le cadre d'une instruction n'enfreint pas la Constitution et, en particulier, le principe d'égalité. De manière surprenante, la Cour a motivé cette décision sur la base de deux arguments, dont le premier est que le procureur du Roi ne serait pas soumis à une obligation légale de mener une enquête à charge et à décharge.

de Luxembourg, il arrive de plus en plus souvent qu'un examen d'un intérêt particulier concret soit défavorable dans le raisonnement du juge à l'intérêt général plus abstrait²⁵.

A cet égard, une controverse soumise à plusieurs reprises à la chambre des mises en accusation de cette cour d'appel peut à mon sens illustrer ce propos. Le parquet dénonce depuis longtemps le manque de capacités policières, particulièrement à Bruxelles où le cadre de la police judiciaire fédérale n'a pas suivi l'évolution démographique. Pour faire face à ce problème mon prédécesseur a mis en place un système permettant de fixer des priorités de traitement objectivées par une commission de pondération composée des différents acteurs du ministère public actifs sur le ressort²⁶, conformément aux compétences légales qui lui sont reconnues à travers la politique criminelle. L'article 56 § alinéa 4 et 5 du code d'instruction criminelle confirme d'ailleurs cette compétence, puisqu'il prévoit que *« lorsqu'un service de police ou un service d'inspection ne peut donner au juge d'instruction les effectifs et les moyens nécessaires, celui-ci peut solliciter l'intervention du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail après l'avoir informé de la situation. Le juge d'instruction peut, en outre, transmettre copie de son ordonnance au procureur général et à la chambre des mises en accusation. Le procureur du Roi ou l'auditeur du travail peut lui-même transmettre le dossier au procureur général. Ce dernier peut solliciter l'intervention du collègue des procureurs généraux afin qu'il prenne les initiatives qui s'imposent. »*

Sincèrement ! Ou peut-être ai-je manqué une formation de l'Institut de Formation Judiciaire à destination du parquet expliquant comment cloner les policiers ou leur apprendre à se reproduire très rapidement, je ne vois pas ce que cet article signifierait d'autre que d'attribuer au procureur du Roi, dans un premier temps au sein de son arrondissement, au procureur général ensuite au niveau du ressort et enfin, si nécessaire au Collège des Procureurs généraux au niveau national, la possibilité d'effectuer un arbitrage et d'accorder, le cas échéant, en fonction notamment du niveau des attentes et de l'effort demandé par les devoirs requis, les capacités requises au détriment d'un autre dossier. A plusieurs reprises, tant du côté francophone que néerlandophone, la chambre des mises en accusation de Bruxelles a cependant estimé qu'il fallait néanmoins accorder les capacités à un dossier jugé non-prioritaire, au motif qu'une directive du Ministère public ne pouvait avoir pour effet de priver un citoyen du droit de profiter d'investigations permettant le cas échéant d'exercer l'action publique, mettant ainsi un intérêt particulier au-dessus de l'intérêt général. Il reviendra à chacun de juger si c'est à bon escient. Il me semble néanmoins que le problème réside dans le fait que l'intérêt général est ici examiné de manière abstraite : il ne s'agit pas d'un abus de pouvoir du parquet qui interviendrait de façon arbitraire ! Il s'agit de l'exercice de ses compétences légales face à une situation de carence de moyens d'enquête. Imaginons dès lors que pour donner les capacités requises et satisfaire à la demande de la chambre des mises en accusation, la police ne peut rien faire d'autre que de les soutirer à une autre enquête, menée la cas échéant par un autre juge d'instruction, qui saisira à son tour la chambre des mises en accusation et ainsi de suite... ; ce qui ne manquera pas, à très court terme, de paralyser le système.

²⁵ Voir J. de Jeanne de DINECHIN, *L'intérêt général comme limite aux droits fondamentaux*, RDLF, 2024: *« La Cour européenne des droits de l'homme procède à un véritable contrôle, voire à un remplacement et à une requalification des enjeux invoqués par les États pour se défendre contre les recours des ressortissants qui invoquent des violations de leurs droits fondamentaux. Son approche, à la fois abstraite et concrète, tend à défavoriser l'intérêt général dans la balance des intérêts. En effet, en comparant un intérêt général abstrait, puisque rattaché à l'objectif de la règle générale, avec un intérêt particulier concret vécu par l'une des parties, on en vient à créer une « interférence de niveaux » entre l'abstrait et le concret défavorable à l'intérêt général. »*

²⁶ Je renvoie pour plus de détails aux mercuriales prononcées à l'occasion des audiences solennelles de la cour d'appel de Bruxelles en 2021 et en 2023.

Dans un arrêt récent, la cour de cassation a pourtant clairement accepté que l'intérêt particulier d'une partie civile soit mis en balance avec l'intérêt général. Suite à une constitution de partie civile, le juge d'instruction tout comme la chambre des mises en accusation avaient refusé certains devoirs d'enquête jugés peu justifiables au regard du résultat attendu. En statuant sur le pourvoi, la Cour, reprenant les principes qu'elle avait déjà consacré dans sa jurisprudence en matière d'abus de droit²⁷, a énoncé que : « *L'article 1er du premier protocole additionnel à la CEDH n'impose pas au juge d'instruction ou à la chambre d'accusation de mener ou d'ordonner une enquête judiciaire plus efficace en ce qui concerne les infractions contre les biens, par rapport à d'autres infractions, et de prendre ou d'ordonner des actes d'enquête dans de tels cas, dont le résultat probable sera manifestement disproportionné par rapport aux efforts et aux coûts à engager.* »²⁸

Dans le domaine du droit également nous percevons donc l'évolution décrite précédemment du « *Nous* » vers le « *Moi* ». Sans doute est-ce normal car celui-ci suit l'évolution de la société, qui confronte les praticiens du droit à une inflation législative et à des intérêts de plus en plus divergeants et complexes. Comme le décrit si bien la philosophe Isolde CHARIM : « *de nos jours, il n'y a aucune morale s'appliquant à tous. Dans une société, la morale signifie que nous disposons d'une loi morale qui est la bonne pour tous. Ce que nous avons aujourd'hui, c'est une morale entre guillemets. L'ersatz narcissique d'une morale contraignante pour tous. Nous avons une multitude de représentations individualisée et narcissiques de ce qui devrait être bien et de ce qui est bien toujours définies le long de notre moi. Mais un conducteur de SUV et un militant écologiste n'auront pas les mêmes.* »²⁹

« *En prenant pour prétexte le prétendu principe de l'utilité générale, on peut aller où l'on veut.* » disait Napoléon. Nous n'en sommes plus là aujourd'hui : la loi ne suffit plus, en soi, à incarner l'intérêt général, la doctrine note un glissement progressif de nos systèmes juridiques vers un système de valeurs : il met de la légitimité dans la légalité³⁰. En d'autres termes, pour appliquer la loi, il ne suffit plus d'invoquer l'intérêt général, il faut le démontrer au cas par cas. C'est dans cette brèche qu'intervient le juge qu'il soit constitutionnel, administratif³¹ ou judiciaire. Pour le juge pénal la seule acceptation que l'infraction pénale représenterait la limite de l'intérêt général à ne pas franchir ne suffit plus. « *La peine n'est certainement pas la seule préoccupation de la société. Cette dernière exige, notamment, que la justice ne soit pas arbitraire* »³². Via le trait d'union de la procédure pénale et les différents concepts qu'elle développe, sécurité publique, proportionnalité, bonne administration de la Justice, le juge est également amené à faire la balance des différents intérêts en présence. Le ministère public fait

²⁷ Voir l'arrêt de la Cour de cassation déjà cité précédemment Cour de cassation, 22 octobre 2021 - C.20.0265.FC : « *L'abus de droit consiste à exercer un droit d'une manière qui excède manifestement les limites de l'exercice normal de ce droit par une personne prudente et diligente; tel est le cas spécialement lorsque le préjudice causé est sans proportion avec l'avantage recherché ou obtenu par le titulaire du droit; dans l'appréciation des intérêts en présence, le juge doit tenir compte de toutes les circonstances de la cause* » Voir aussi Cass. 27 avril 2020, RG C.19.0435.N, Pas. 2020, n° 247.

²⁸ Cass. 2 mai 2023, P.23.0068.N. (traduction non-officielle).

²⁹ *Op. cit.*

³⁰ D. TRUCHET, « La notion d'intérêt général : le point de vue d'un professeur de droit », *Legicom* n° 58, 2017/1, p. 8.

³¹ Cette évolution est clairement décelable dans la jurisprudence du Conseil d'Etat qui, en matière d'expropriation, acte de l'autorité clairement justifié au nom de l'intérêt général, à petit à petit évolué vers un contrôle presque d'opportunité.

³² J. BOSSAN, *L'intérêt général dans le procès pénal*. Droit. Université de Poitiers (France), 2007, p. 19.

de même en élargissant sa palette de réponses pénales par des outils autres que le procès, comme par exemple le recours à la justice négociée, qui dépend aussi souvent de la prise d'initiative de l'avocat. Il est à cet égard indispensable, comme le demande d'ailleurs le Collège du ministère public dans son Livre blanc, que le législateur permette à nouveau la transaction pénale élargie au niveau de l'appel³³. Cela nous procurerait un outil précieux pour épuiser le stock impressionnant de dossiers en attente de fixation et désencombrer le rôle de la cour pour ainsi diminuer les délais de traitement. Au vu de l'inflation des législations prévoyant de plus en plus de sanctions administratives pécuniaires infligées par des fonctionnaires, l'argument idéologique selon lequel il s'agirait d'une Justice pour les nantis me paraît particulièrement hypocrite.

Il y a cependant aussi des limites très claires à l'indépendance du juge, qui, elle aussi, pour produire pleinement ses effets, doit s'inscrire dans un surmoi plus que symbolique. Tout d'abord, pour reprendre les mots de l'ancien procureur général près la Cour de cassation française, François MOLINS, « *le juge ne doit pas perdre de vue les questions éthiques qui sous-tendent chacune de ses décisions, mais il ne doit pas non plus raisonner en fonction de ses propres principes éthiques et moraux. Le magistrat est avant tout celui qui applique le droit et fait respecter la règle. L'impartialité est l'un de ses devoirs principaux : il doit se défaire de tout préjugé afin d'être le plus objectif possible dans l'exercice de ses fonctions. C'est toute la difficulté, l'équilibre à trouver, la frontière à ne pas dépasser.* »³⁴ Deuxième limite : si c'est le juge qui aura le dernier mot, « *il ne faut pas oublier qu'avant d'atteindre éventuellement le prétoire, la détermination de l'intérêt général est l'affaire de ceux qui prennent les décisions.* »³⁵ En ce sens, la Cour de cassation a rappelé récemment que s'il peut « *remédier à une lacune de la loi résultant d'un constat d'inconstitutionnalité, le juge ne peut pas violer une autre disposition constitutionnelle, conventionnelle ou légale; il faut en outre qu'en cherchant à combler cette lacune, le juge s'abstienne d'opérer des choix qu'il appartiendrait au seul législateur d'effectuer.* »³⁶ Dans un autre arrêt, en matière civile, où la Cour était appelée à s'exprimer sur la question de l'abus de droit, la Haute juridiction est plus claire encore : « *Lorsqu'une personne privée invoque un droit à l'encontre d'une autre personne privée, le juge ne peut apprécier la proportionnalité de l'exercice qu'elle fait de ce droit à l'aune d'un intérêt collectif distinct de leurs intérêts respectifs.* »³⁷

³³ Cette possibilité avait été retirée en 2016 alors que la Cour constitutionnelle n'avait exprimé d'objection que par rapport à l'étendue du contrôle du juge et au fait que la loi précédente permettait au parquet de soustraire une enquête à un juge d'instruction. Voir O. MICHIELS, « La transaction pénale élargie face au contrôle de la Cour constitutionnelle », obs. sous C. Const, 2 juin 2016 N° 83/2026, *JLMB*, 2016/39, pp. 1847-1852

³⁴ F. MOLINS, *Au nom du peuple français – Mémoires*, Flammarion, Paris, 2024, p. 328.

³⁵ D. TRUCHET, *op. cit.*, p. 8.

³⁶ Cour de cassation - 10 juin 2020 - P.20.0543.F.

³⁷ Cour de cassation - 22 octobre 2021 - C.20.0265.F. Voir aussi Cass.16 novembre 1961, *Bull. et Pas.* 1962, I, 332.

En guise de conclusion : un « *Nous* » à (re)construire dans l'intérêt général

Aujourd'hui, il n'est plus de grandes questions éthiques, environnementales, médiatiques même, qui ne fassent l'objet d'un débat judiciaire. Je prendrai pour exemple la polémique récente déclenchée par les propos de l'éditorialiste flamand Herman BRUSSELMANS pour lesquels un de mes collègues procureurs a décidé l'ouverture d'une information judiciaire provoquant la réflexion d'un avocat se demandant si le droit pénal était vraiment un remède pour tout³⁸.

Notre société a vécu un véritable changement climatico-culturel où de nombreux intérêts particuliers contradictoires s'entrechoquent et où l'intérêt général semble parfois placé plus bas dans la pyramide des valeurs. Dans cet imbroglio, c'est en grande partie à la Justice qu'il revient de vérifier que la pondération des différents intérêts en présence s'inscrit bien dans le bien commun.³⁹

Dans le même temps, cette montée en puissance des acteurs juridiques par leur jurisprudence, leurs choix de politique criminelle ou leurs interventions médiatiques est une médaille qui a un revers : « *le développement de la question politique de l'insécurité et l'inclusion du processus pénal en son sein a précisé une seconde force d'attraction dans le procès pénal. En étant érigé comme question de société, le procès pénal a été placé au centre des critiques. Ce phénomène a provoqué une remise en cause variable des différentes phases du procès, de sa conception générale et de ses mesures spécifiques. La succession des affaires médiatiques a eu pour effet de mettre en lumière le fonctionnement, ou le plus souvent, les dysfonctionnements du procès pénal, mais aussi de fragiliser de manière inquiétante ce dernier. Les attentes de la société sont souvent contradictoires, la communauté se trouvant partagée entre le souci d'effectivité de la réaction sociale et la promotion des droits de l'individu.* »⁴⁰

Ceci explique les réactions parfois violentes de certains acteurs politiques envers une Justice jugée tantôt « *de classe* », « *en dehors du monde* » ou même « *irresponsable* ». C'est dans ce contexte aussi que l'on peut décrypter la baisse de confiance des citoyens vis-à-vis de la Justice que j'ai prise pour point de départ. Bien sûr! Il est plus que nécessaire de se poser la question de savoir si une Justice maintenue continuellement sous perfusion ne témoigne pas également

³⁸ Sur le réseau social X l'avocat Joris VAN CAUTER (@jorisvancauter) c'est ainsi exprimé le 14 août dernier : « *We moeten ons toch eens bezinnen of strafrecht een remedie is voor alles. Foute lezingen voor @KVHGent, foute columns in @Humo. Is het een meerwaarde om dat voor de rechter te brengen?* »

³⁹ Ce faisant, les magistrats s'aventurent de plus en plus sur le champs politique par le prisme de leur l'intérêt général. Il n'aura échappé à personne qu'une des motivations principales invoquée par le législateur dans les travaux préparatoires de notre nouveau code pénal le fait que nous sommes confrontés « *à une inflation de modifications législatives ponctuelles et de règles légales et jurisprudentielles nouvelles, de sorte que le droit pénal matériel est devenu un enchevêtrement complexe que les justiciables peuvent difficilement déchiffrer. L'appréhension et l'accessibilité du Code en sont donc fortement altérées. En outre, de nombreuses règles de droit ne sont plus en phase avec leur mise en pratique.* » Voir la proposition de loi instaurant un nouveau Code pénal, DOC 55 0417/001, p. 4.

⁴⁰ Jérôme BOSSAN, *op. cit.*

d'un intérêt général et d'un Etat de droit au rabais. Je renverrai pour cela au mémorandum de nos hautes cours adressé au futur nouveau gouvernement.

Il n'y a pas lieu d'interpréter ce que je viens de dire comme une tentative de nous dégager de toute responsabilité et nous plaignant d'un citoyen égoïste et capricieux. Nous baignons tous dans ce climat ! Je voulais surtout mettre l'accent sur ce que nous, acteurs de la Justice, pouvons faire ensemble en mettant un peu de notre « *Moi* » sur le côté pour recréer un « *Nous* », qui manque souvent cruellement et cela c'est une responsabilité qui nous incombe.

La notion d'intérêt général semble évolutive et peu précise, et peut-être dès lors difficile à décliner dans la sphère du droit pénal, mais c'est justement sa force. Elle peut, ce faisant donner un cadre commun, un véritable surmoi que j'irais même jusqu'à qualifier d'humanité, à nos indépendances respectives, qui ne peuvent se concevoir que dans le cadre d'un projet sociétal commun qui tend à promouvoir le bien-être collectif. Depuis nos positions respectives, sans sacrifier notre indépendance, nous pouvons - je dirais même nous devons - réfléchir ensemble à la façon dont la Justice est rendue et à ce que nous pouvons faire pour qu'elle le soit dans des délais raisonnables. Nous devons mieux expliquer la façon dont nous fonctionnons. A cet égard, le respect du contradictoire est indispensable. Il permet à chaque partie d'expliquer sa vision de l'intérêt général pour permettre au juge de trancher. En ce qui me concerne, le but de ce principe n'est pas la pure confrontation de positions opposées, mais l'opportunité inestimable d'ouvrir le regard à des perspectives différentes. Lorsqu'on réussit ainsi à faire converger des voies, a priori séparées, même en matière pénale, c'est cela faire œuvre de Justice car cela recrée le lien indispensable.

A tous ceux qui auront prêté aujourd'hui le serment d'avocat, je vous demande humblement de vous souvenir tous les jours de ce que ce serment signifie: il vous accorde votre indépendance pour défendre la plupart du temps des intérêts privés, mais rappelle en même temps, tout comme le serment du magistrat, que la raison profonde de notre indépendance est de nous donner l'espace nécessaire pour faire œuvre de Justice. Notre indépendance n'a de sens que si en tant qu'acteurs essentiels de la Justice, nous arrivons, sans pour autant être subordonnés l'un à l'autre mais dans un élan commun à améliorer notre vivre ensemble, bien commun par excellence.

A nous de jouer donc !

Bruxelles, le 2 septembre 2024

Frédéric VAN LEEUW

Procureur général



openbaar ministerie
ministère public

**Parquet bij het hof van beroep
te Brussel**

**Parquet près la cour d'appel
de Bruxelles**

**Auditoraat-generaal bij het arbeidshof te
Brussel**

**Auditorat général près la
cour du travail de Bruxelles**

Plechtige openingszitting van het hof van beroep te Brussel

2 september 2024

Rede uitgesproken door procureur-generaal Frédéric Van Leeuw

Audience solennelle de rentrée de la cour d'appel de Bruxelles

2 septembre 2024

Discours prononcé par le procureur général Frédéric Van Leeuw

Inleiding

Artikel 345 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de procureur-generaal, ter gelegenheid van ieder gerechtelijk jaar, een blik werpt op de activiteit van het hof van beroep en van de rechtbanken van het rechtsgebied. Deze bepaling voorziet ook dat hij, als hij dit nuttig acht, een redevoering houdt over een onderwerp aangepast aan de omstandigheden. Het is voor mij een eer deze eerste openingsrede als nieuwe procureur-generaal te houden voor vooraanstaande vertegenwoordigers van zowel de zittende en staande magistratuur, als van de balie. Overigens, ter gelegenheid van dit gerechtelijk jaar zal onze Brusselse mascotte, Manneken Pis, vandaag tussen 9u00 en 18u00 de toga van de procureur-generaal dragen. Volgens de legende heeft dit jongetje gehandeld in het algemene belang door een brand te blussen met de weinige middelen die hij had. Voor mij is er een duidelijk gemeenschappelijk punt met het beroep van magistraat.

1. Enkele cijfers

Ik twijfel er niet aan dat jullie gepassioneerd zouden luisteren naar de lange lijsten met cijfers gegenereerd door onze statistisch analisten uit onze digitale databanken. Zonder mij evenwel te laten inspireren door Winston Churchill, voor wie « *the only statistics you can trust are those you falsified yourself* », heb ik er eerder voor gekozen - ik geef toe dat het een meer persoonlijke keuze is - om bepaalde tendensen te benadrukken die de daaropvolgende reflecties, zullen voeden en illustreren. Deze hebben als thema de uitdaging om het evenwicht tussen het algemeen belang en de persoonlijke belangen te bewaren of te herstellen. We vertrekken zelfs vanuit de aanname dat vandaag het individueel belang vaak bovenaan de piramide wordt geplaatst, we denken bijvoorbeeld aan de moeilijkheden door de Europese wetgeving inzake gegevensbescherming, en dat dit verstoorde evenwicht problematisch wordt voor het samenleven.

Maar laten we nog niet vooruitlopen op de feiten! Vooreerst ga ik beknopt toelichten hoe de rechtspraak is verlopen in het rechtsgebied. Ieder jaar worden gedetailleerde statistieken bezorgd aan de Hoge Raad voor de Justitie voor alle gerechtelijke instanties in hun werkingsverslag. Daarnaast voorziet de website van het College van hoven en rechtbanken verschillende statistieken over de zetel. Daarom zal ik me vandaag beperken tot het Openbaar Ministerie.

Ik zal eerst de globale evoluties van de parketten van ons rechtsgebied voorstellen. Vervolgens zal ik de evoluties van het parket-generaal bij het hof van beroep van Brussel bespreken.

Het aantal zaken dat binnen ons rechtsgebied instroomde op de correctionele parketten steeg met 4% tussen 2022 en 2023. Terwijl de instroom het voorbije jaar steeg met 5% op het parket van Brussel en met 4% op de parketten van Leuven en Waals-Brabant, stellen we in Halle-Vilvoorde een stijging vast van 1%.

Wanneer we de totale instroom van 2023 vergelijken met deze van vijf jaar eerder, 2018, dan gaat het in ons rechtsgebied om een stijging van 11%.

Ik herinner eraan dat het niet gaat om misdadcijfers, maar om statistieken over de activiteit van de parketten. Met de evolutie van de instroom kan geen telling worden gemaakt van het aantal misdrijven. Bovendien kan de exacte werklast niet worden bepaald in functie van het

aantal zaken die instromen in de parketten. De instroom volstaat als indicator immers niet om de werklast van de parketten te evalueren.

Het aantal zaken dat binnen ons rechtsgebied werd geseponeerd door de correctionele parketten steeg met 11% tussen 2018 en 2023. Terwijl het aantal zaken dat om technische redenen werd afgesloten zonder strafvervolgning toenam met 4%, zien we een stijging van 26% van het aantal dat om opportuniteitsredenen geen strafvervolgning kreeg. Vooral het aantal dat geen gevolg kreeg omwille van andere prioriteiten bij opsporings- en vervolgingsbeleid, kende een onrustwekkende evolutie: tussen 2018 en 2023 steeg dit van 7.334 naar 16.523 zaken, hetgeen een stijging betreft van maar liefst 125%.

Het aantal nieuwe jeugdbeschermingszaken steeg in ons rechtsgebied met 3% tussen 2022 en 2023. Tussen 2018 en vorig jaar stellen we een stijging vast van 10% waarbij vooral het jeugdparquet van Leuven in het oog springt met een toename van niet minder dan 42%.

De zaken met betrekking tot als misdrijf omschreven feiten stegen tussen 2022 en vorig jaar met 1%. In vergelijking met 5 jaar eerder gaat het om een stijging van 2% in ons rechtsgebied en van 32% in het jeugdparquet van Leuven.

Het aantal zaken dat betrekking heeft op een verontrustende situatie steeg tussen 2022 en het voorbije jaar met 4%. Vergeleken met 2018 verkrijgt men in 2023 een stijging van 14% in ons rechtsgebied en van 51% in het jeugdparquet van Leuven.

Tot hiertoe hadden de statistieken betrekking op de parketten van de rechtbanken van eerste aanleg.

Ik zal nu ingaan op een aantal data met betrekking tot de activiteiten van het hof van beroep en van het parket-generaal¹. Slechts enkele grote tendensen zullen worden toegelicht. Personen die geïnteresseerd zijn in meer volledige cijfers kunnen de bijlage van deze redevoering raadplegen. Ze bevat gedetailleerde tabellen en grafieken, opgesteld door de statistische analisten van het parket-generaal.

Op het vlak van hogere beroepen tegen de vonnissen van de correctionele rechtbank, hebben we reeds meermaals onze bezorgdheden vermeld over de gerechtelijke achterstand. Op het vlak van de evolutie van de stock gedurende de laatste 10 jaar, kennen de Nederlandstalige kamers een toename van 623 zaken. Voor diezelfde periode noteren de Franstalige kamers een stocktoename van 1.240 zaken.

Wat betreft het aantal ontvangen zaken op het parket-generaal van Brussel met betrekking tot een procedure voor de kamer van inbeschuldigingstelling, stellen we in 2023 een toename van 26% vast ten opzichte van 2014. Onder die zaken, zijn in dezelfde periode de procedures van voorlopige hechtenis toegenomen met 44%. De cijfers van 2024 zijn uiteraard nog niet geconsolideerd, maar, het aantal gedetineerden behandeld door de kamers van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep van Brussel kent bijvoorbeeld een uitzonderlijke

¹ Bronnen van de statistische gegevens over het parket-generaal en het hof van beroep: databank PAGE van het parket-generaal en gegevens geregistreerd door de griffie van het hof.

toename vooral aan Franstalige zijde. Als we van ieder jaar de maand juli als referentie nemen, stellen we een toename van 75% vast in twee jaar :

- 111 Franstalige dossiers voor de maand juli van 2022
- 117 dossiers voor juli 2023
- 195 dossiers voor juli 2024

Wat betreft de procedures voor de hoven van assisen van het rechtsgebied, neemt het aantal dossiers in afwachting van een arrest af. Zo waren er eind juni 2024, 9 assisenzaken in afwachting van een uitspraak, terwijl dat er een jaar eerder 15 waren (zie echter de hiernavolgende nuances onder punt 4.).

De laatste jaren hebben we vastgesteld dat de inwerkingtreding van de familierechtbank, op 1 september 2014, en de bijhorende overdracht van bevoegdheden tot gevolg heeft dat de statistieken over het aantal burgerlijke zaken en het aantal zaken vastgesteld door de jeugdkamers van het hof van beroep moeilijk te vergelijken zijn met de statistieken van de voorgaande jaren. De laatste 9 jaar daarentegen vertonen vergelijkbare gegevens en we stellen in 2023 een toename vast van 38% bij de binnengekomen jeugdzaken ten opzichte van het jaar 2015.

2. Wantrouwen

Misschien zijn we een beetje te snel voorbij gegaan, of hadden we een zeker gevoel van onmacht, of erger nog, van fatalisme of zelfs onverschilligheid, aan de laatste Justitiebarometer van juni jongstleden? Nochtans biedt het voldoende stof tot nadenken : volgens het onderzoek is het vertrouwen van de burgers in Justitie gedaald van 66% in 2007 naar 54% in 2024. Deze teleurstellende bevinding ten aanzien van de enorme persoonlijke investeringen van de talrijke actoren van Justitie, ligt geheel in lijn met het algemeen dalend vertrouwen in de instellingen. In contrast hiermee, geeft het onderzoek van de Hoge Raad toch aan dat Justitie « *het nog steeds beter doet dan de pers, het Parlement, de regering en de religieuze instellingen waarin slechts 4 tot 5 op de 10 Belgen nog vertrouwen hebben* »².

Er zijn natuurlijk verschillende elementen die de cijfers die ik net heb aangehaald, misschien wel feitelijk versterken : een grote meerderheid van de ondervraagden vindt dat de behandeling van een rechtszaak te lang aansleept. Een ander element wijst op een gebrekkige communicatie van de instelling over haar werking of op een ontoegankelijke Justitie. Daar zijn een aantal opmerkingen die ons tot nadenken moeten stemmen, wij de actoren van Justitie, samen als een ware ketting in de uitoefening van onze macht, en, individueel in onze dagelijkse praktijk. Reflectie is nodig, in plaats van toe te geven aan een gevoel van onmacht, wat op zijn beurt leidt tot desinteresse en onverschilligheid. Ik heb er dus voor gekozen om me toe te leggen op deze oefening door jullie persoonlijke denkpijpen voor te leggen in de hoop dat ze bij de toehoorders een debat en vragen uitlokken die de kwaliteit van Justitie enkel ten goede kunnen komen.

² <https://hrj.be/nl/publicaties/2024/vijfde-justitiebarometer>

3. Narcissus of de onmogelijke 'selfie'

Toen ik luisterde naar de radio-uitzending « *Le Tournant* » van de journalist Arnaud RUYSEN, waarin hij analyseerde waarom er vandaag zoveel wantrouwen heerst ten aanzien van de politiek³, bemerkte ik de evidente gelijkenis tussen zijn analyse en het verlies van vertrouwen in Justitie. Volgens één van de bevindingen van Mr. RUYSEN worden we sinds enkele jaren geconfronteerd met « *een maatschappijevolutie die het individu centraal plaatst* ». Op het eerste gezicht kan dit positief lijken, want we leven nu in een maatschappij die de persoonlijke ontwikkeling stimuleert, maar er is een « maar » : « *de normale werking van de huidige maatschappij verplicht ons ons eigen ideaal van het ik, de beste versie van onszelf na te streven* » - legt de Oostenrijkse filosofe Isolde CHARIM uit. Volgens haar is hierbij « *het positieve aspect dat het ons stimuleert, ons omhoogduwt, ons uitdaagt. Daarentegen zijn er twee negatieve punten. Eerst en vooral is het ideale steeds onbereikbaar. Vooraf is reeds duidelijk dat dit een frustrerende ervaring is... Dit betekent dat het Ik die we allemaal zijn, eeuwig onvolmaakt zal zijn. We zijn nooit « voldoende » tegenover het ideale. Een tweede punt is dat we in deze race steeds gepusht worden om beter te doen.../ ... Vandaag zijn de sociale relaties zodanig georganiseerd dat ze van ons deze energie opeisen om ons ideaal te bereiken. Want we doen niet meer, we functioneren niet beter als we ons enkel op het gemiddelde focussen.* »⁴ Het probleem is dan dat er steeds meer mensen achterblijven : kwetsbaarheid, talrijke psychische problemen, depressies, burn-out ..., of de neiging naar druggebruik, het verlangen van zoveel mensen om te immigreren, te verbruiken, enz ... zijn evenzeer voorbeelden hiervan.

De Britse denker Jonathan SACKS definieert deze evolutie als « *move from 'We' to 'I'* », te vertalen als de overgang van het « *Wij* » naar het « *Ik* ». Deze uittocht naar de wereld van het « *Ik* », die begonnen is in de vorige eeuw, heeft gezorgd voor een nieuwe visie van de man en de vrouw als geïsoleerde individuen, ondergedompeld in een relationele leegte, die vandaag dramatisch genoeg meer en meer als iets normaal, en zelfs als een ideaal wordt gevoeld. De demografische barometer 2023 van het Brussels Gewest leert ons dat « *de gemiddelde gezinsgrootte afgenomen is van 2,15 op 1 januari 2022 naar 2,14 op 1 januari 2023.* »⁵ In 2021 is meer dan één Brusselaar op vijf geïdentificeerd als « geïsoleerd »⁶. Volgens SACKS, valt de huidige crisis te verklaren door het verlies van een sterke en gedeelde morele code en door de superioriteit van het persoonlijk belang op het gemeenschappelijk goed: « *We have outsourced morality to the market and the state, but neither is capable of showing us how to live.../... With liberal democracy embattled, public discourse grown toxic, family life breaking down, and drug abuse and depression on the rise, many fear what the future holds.* »⁷ Deze zin lijkt te komen uit het laatste televisiejournaal met de show van de Amerikaanse democratische gigant - blijk van de wereldstabiliteit - die zich op een buitensporige polariserende wijze verscheurt, met de opkomst van de extremen in onze Westerse democratieën, met de ware epidemie van

³ A. RUYSEN, <https://auvio.rtf.be/media/declic-le-tournant-declic-le-tournant-3203190>

⁴ « Narcisme is een ideologie », interview van de filosofe Isolde Charim door A. Schneider oorspronkelijk verschenen in *Die Welt* en vervolgens gepubliceerd in het Frans in de krant *Le Soir*, op 5 oktober 2023.

⁵ Ze blijft lager dan de twee andere gewesten : 2,29 in het Vlaams Gewest en 2,24 in het Waals Gewest. Zie Jean-Pierre HERMIA, *Demografische barometer 2023 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest*, Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (IBSA), *Focus*, n° 91, p. 5.

⁶ Welzijnsbarometer – Brussels rapport inzake armoede en sociale gezondheidsongelijkheden, <https://vivalis.brussels>

⁷ Jonathan Sacks, *Morality: Restoring the Common Good in Divided Times*, New-York, Basic Books, 2020,

druggebruik die we vandaag beleven - en waarbij we niet goed weten wat we moeten doen - of met het psychologisch onbehagen van zovele personen rondom ons, vooral sinds de Covid-pandemie.

We zijn immers - soms onmerkbaar, maar wel degelijk - overgegaan van een wereld van groepsfoto's naar een wereld van *selfies*, meer bepaald naar die van de « *Ik op de voorgrond en de wereld op de achtergrond* ». Dat is wat de politicoloog Vincent de COORBYTER, in dezelfde podcast van Arnaud RUYSEN, beschrijft : « *vandaag is de individualistische burger zeer veeleisend geworden .../ ... Op elk moment, bevinden we ons in een situatie van burger-consument... en dat is nieuw! U kunt een maximum aan veiligheid verlangen van de Staat met behoud van een maximum aan vrijheid, een uiterst efficiënt milieu- en klimaatbeleid eisen met de vraag om alle vrijheid voor het gebruik van uw wagen te behouden, om het vliegtuig te nemen en geen belastingen of geen specifieke belasting te betalen voor de strijd tegen de klimaatverandering. U gaat vragen om zo min mogelijk belastingen te betalen, maar ook om de meest efficiënte en meest beschikbare overheidsdiensten te voorzien* »⁸. Nog vele andere voorbeelden kunnen hieraan worden toegevoegd: we zijn verbaasd over het aantal wapens dat in omloop is in Brussel, maar België blijft ze op grote schaal produceren ten behoeve van de economie. De strijd tegen drugs moet een absolute prioriteit zijn, maar men wil zeker niet te veel controles uitvoeren in de haven van Antwerpen om te vermijden dat ze haar concurrentiepositie verliest. We willen dat de gevangenisstraffen concreter worden uitgevoerd, maar niemand wil dat er een gevangenis in de buurt van zijn of haar huis wordt gebouwd ...

4. Geruzie tussen ego's

Deze stand van zaken veroorzaakt de ontwikkeling van een conflictcultuur, niet enkel op internationaal niveau, maar binnenin de sociale relaties zelf. Deze spanningen komen vroeg of laat bij Justitie : de toename van het geweld in onze hoofdstad is niemand ontgaan. Zoals blijkt uit de tendensen die ik heb toegelicht : ieder jaar neemt het aantal dossiers toe (5% enkel voor het parket van Brussel tussen 2022 en 2023) ; wat niet het geval is voor het kader van de magistraten! Als er, in 2023, minder hoven van assisen in afwachting van een vaststelling waren, dan moet er in de eerste plaats worden benadrukt dat dit komt dankzij de geleverde inspanningen van de magistraten. Nogmaals moet ik opmerken hoezeer deze assisenprocedure een belangrijke factor speelt in de gerechtelijke achterstand in ons rechtsgebied. Ieder hof van assisen onttrekt voor aanzienlijke periodes meerdere rechters en procureurs uit de kamers waar ze hun ambt uitoefenen. In dit geval, en in de huidige situatie, vinden deze processen druppelsgewijs plaats, maar altijd ten nadele van honderden andere rechtzoekenden, die wachten om hun geschil te laten beslechten voor de rechtbanken. Er is hier een mogelijke convergentie tussen de woorden van M. DE COORBYTER en de Justitiebarometer: de burger verwacht een snellere Justitie (hetgeen volkomen gerechtvaardigd is), maar hij verlangt gelijktijdig het behoud van het hof van assisen. Vervolgens moet het optimisme dat dit cijfer zou kunnen opwekken, vooral sterk worden genuanceerd door te kijken naar de enorme explosie van de dossiers die niet te correctionaliseren zijn : we tellen 36 nieuwe Franstalige assisenzaken die binnengekomen zijn in 2022, 30 nieuwe Franstalige zaken in 2023 en reeds 15 nieuwe

⁸ A. RUYSEN, <https://audio.rtf.be/media/declic-le-tournant-declic-le-tournant-3203190>

Franstalige zaken in 2024. Daarnaast, werden er 10 Franstalige zittingen voor assisen geopend in 2022 en nog eens 10 in 2023. Voor 2024, voorziet men 21 Franstalige zittingen. Het kader van de magistraten van het parket-generaal kan deze buitengewone werklast van assisen niet meer verwerken, bovenop de normale werking van de lopende zittingen. De dossiers van assisen kunnen echter niet wachten, omwille van hun bijzondere ernst. We waren bijgevolg genoodzaakt om twee magistraten te detacheren van het parket van Brussel, terwijl deze zelf met een chronisch tekort aan magistraten kampt.

5 . Niet-begeleide minderjarigen ?

De cijfers die me echter persoonlijk het meest verontrusten, hebben betrekking op de duizelingwekkende toename van de dossiers jeugdbescherming. De tendens in het rechtsgebied die ik daarnet heb vermeld, op nationaal niveau, wordt bevestigd door de zaken met betrekking tot jeugdbescherming, die met 49% zijn toegenomen in de afgelopen 10 jaar, waarbij er enkel voor 2023 een toename is van 11% ten aanzien van 2022. Het gaat om het hoogste aantal binnengekomen dossiers sinds het begin van de officiële registratie van de jaarlijkse statistieken van de jeugdparketten van het Openbaar Ministerie in 2010. En de grootste oorzaak van deze groei in de afgelopen 10 jaar zijn de dossiers met betrekking tot minderjarigen in verontrustende situaties.⁹

Wat betekent het om vandaag jong te zijn in een dergelijke periode van relationele leegte? De uitdrukking « *niet-begeleide minderjarige* » lijkt beetje bij beetje een metafoor te worden. De vervaging van het « *Wij* » heeft een invloed op de jongste generaties en dat is in grote mate te wijten aan de volwassenen, die niet willen verouderen en de ruimte niet aan anderen willen overlaten. Onze maatschappij heeft moeite om een toekomst aan de jongeren voor te stellen. Volgens een studie van de Koning Boudewijnstichting, zijn 12,8% van de kinderen in ons land materieel gedepriveerd¹⁰. Brussel is het jongste Gewest van het land, 22% van zijn inwoners is jonger dan 18 jaar¹¹. Maar wat doen we daarmee? In Brussel genieten zes kinderen op tien van een sociale toeslag bij de kinderbijslag¹². Bij de jongvolwassenen ligt overigens een potentieel dat niet altijd wordt benut en dat een aantal complexe situaties met zich meebrengt: 32% van de Brusselaars met een leefloon zijn jongeren tussen de 18 en 24 jaar¹³.

De cijfers van zelfmoord en zelfmoordpoging zijn onthutsend : in de afgelopen 5 jaar, sinds 2019, zijn er 4597 aanvankelijke processen-verbaal opgesteld in de parketten van het rechtsgebied (een gemiddelde van 500 per jaar in Brussel), waarvan 420 in de jeugdparketten, waarbij het aandeel van Brussel 64,38% bedraagt. Het feit dat dit cijfer onderschat is, maakt de situatie enkel maar tragischer. Bij jeugdgerelateerde zaken hebben verbalisanten namelijk veeleer de neiging om een notitienummer voor een minderjarige in een verontrustende situatie te openen dan een notitienummer voor een poging tot zelfmoord.

De realiteit speelt zich echter vlak voor onze ogen af: veel van deze jongeren worden geconfronteerd met « *een echte afhakingsspiraal' waaraan we bijzondere aandacht moeten*

⁹ <https://www.om-mp.be/nl/artikel/persbericht-college-van-procureurs-publicatie-jaarstatistieken-2023-van-het-openbaar>

¹⁰ A.-C. GUIO et W. VAN LANCKER, La déprivation des enfants en Belgique et dans ses régions : que disent les nouvelles données ?, Brussel, Koning Boudewijnstichting, 2023, pag. 89.

¹¹ Zie Demografische barometer, *op. cit.*, p. 4.

¹² Zie Welzijnsbarometer, *op. cit.*

¹³ Zie <https://bisa.brussels/themas/bestaansonzekerheid-en-sociale-bijstand>

besteden... wetende dat ze in feite ontvankelijker zijn voor een karikaturaal en negatief discours over hen (dat onderling wordt gedeeld via sociale netwerken) dan voor een genuanceerd discours of een discours dat oplossingen tracht te vinden, dat niet dezelfde publiciteit krijgt »¹⁴. Zonder in karikaturen te vervallen, speelt deze afwijzing van de instellingen door een groot deel van de bevolking, « geworteld in een reeks pijnlijke ervaringen (met name sociale minachting) »¹⁵, een niet te verwaarlozen rol in een aantal ontwikkelingen die vroeg of laat de juridische wereld verontrust: onbeschaafd gedrag, radicalisering, druggebruik, allerlei handels en fraude, opstandigheid, geweld... Wanneer ik in het programma van bepaalde partijen lees dat de procedure van uithandengeving nog meer moet worden vereenvoudigd, zie ik daarin een perfect voorbeeld van die opgave van de volwassen wereld, wat de 'ieder voor zich'-mentaliteit typeert : minderjarigen naar de gevangenis sturen is een gemakzuchtige oplossing. Sta me toe om, afgezien van de persoonlijke drama's die ze belichaamt, in twijfel te trekken dat ze, op termijn, voordelig zal zijn voor ons samenleven.

6. « Ik » en « über-ich »

De klimaatverandering van de laatste decennia met een ontplooiing van een dominante « Ik », creëert ook een beleid van extreme en emotionele polarisatie, van een weigering om zich in te zetten voor het belang van iedereen en van de zoektocht naar een sterke leider¹⁶, iemand die in onze plaats denkt ; wat neerkomt op een collectieve beleving van ons narcisme. Paradoxaal genoeg betekent dit dat we het verlangen om onze vrijheden onbegrensd te beleven, en zeker niet rekening houdend met de grens van de andere, volledig tenietdoen. In zijn essay « *Schipbreuk der beschavingen* » komt Amin MAALOUF tot deze harde bevinding: « *Het valt te vrezen dat onze tijdgenoten en hun nakomelingen steeds aandachtiger zullen zijn voor de stem die hen zegt dat het beter is om in een sterk beveiligde burcht met hoge muren te leven, ook al moeten daarvoor bepaalde vrijheden en bepaalde waarden op een lager pitje worden gezet. 'De keuze voor de mensheid ligt tussen de vrijheid en het geluk, en voor de grote meerderheid, is het geluk beter', liet Orwell één van de personages uit 1984 zich met cynisme ontvallen.* »¹⁷ Vandaag zorgt de veiligheid, maar ook de opkomst van het plezier en van de digitale consumptie, gesymboliseerd door de smartphone, ervoor dat we overal traceerbaar zijn, te beginnen door de privé-firma's. De bewakingscamera's, ANPR, de PNR-gegevens zijn overal toegenomen Tijdens het onderzoek naar Jurgen CONINXS, de militair die een viroloog wilde aanvallen tijdens de Covid-crisis, was ik verbaasd hoe eenvoudig het was om alles te traceren wat deze man vóór zijn dood had gedaan. Het moment zelf van zijn dood kon tot op de minuut worden bepaald via zijn smartphone.

Dit sluit aan bij de uiteenzetting van de Franse antropoloog, Emmanuel TODD die stelt dat: « *het individu kan slechts groot zijn in en door een gemeenschap. Alleen, gedraagt hij zich van nature kleiner. Nu we in massa bevrijd zijn van zowel grond- en afgeleide metafysische als communistische, sociale of nationale overtuigingen, ervaren we de leegte, en worden we kleiner. We worden een veelheid aan mimetische dwergen die niet meer zelf durven denken - maar die zich even intolerant kunnen gedragen als de gelovigen van weleer. De collectieve overtuigingen zijn immers niet alleen ideeën die worden gedeeld door individuen en die hen toelaten om samen*

¹⁴ Renaud MAES, La spirale de la désaffiliation, *La Revue nouvelle*, n° 6/2021, p. 5.

¹⁵ *Idem*.

¹⁶ A. RICCARDI, « La crisi del Noi, la tirannia dell'io. Un mondo pieno di solitudine », *Corriere della Sera*, 15 juni 2024.

¹⁷ Amin MAALOUF, *Schipbreuk der beschavingen*, Grasset, Le Livre de Poche, Paris, 2019, pag. 354-355.

te handelen. Ze voorzien ze van structuur. Door hen morele regels in te prenten die door anderen werden goedgekeurd, veranderen ze hen. Deze maatschappij die aan het werk is binnen het individu zelf, heet in de psychoanalyse het boven-ik. Vandaag heeft dit concept een slechte reputatie : het roept een beeld op van een afkeerwekkende controle-instantie die de persoonlijke ontwikkeling onderdrukt en verhindert. Maar, in de geest van Freud en in die van vele anderen, is het boven-ik ook een ideaal van het ik, die het individu toelaat om uit te stijgen boven zijn directe verlangens, om beter te zijn en meer dan zichzelf. »¹⁸

7. “Indépendance cha-cha...”¹⁹

In het positief recht is de weliswaar evoluerende en veelzijdige belichaming van dat ‘boven-ik’ het algemeen welzijn of het algemeen belang. Balzac schreef in 1842: « *De samenleving kan slechts bestaan dankzij de individuele opofferingen die door wetten worden afgedwongen* »²⁰. Opdat een democratische samenleving werkt en iedereen individuele rechten kan genieten, dient er paradoxaal genoeg een minimum aan rechten opgeofferd te worden. De maatstaf voor dat offer is het algemeen belang, waartoe maatregelen zich verhouden of zouden moeten verhouden. Het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens bepaalt bijvoorbeeld in artikel 10.2: “*Daar de uitoefening van deze vrijheden plichten en verantwoordelijkheden met zich brengt, kan zij worden onderworpen aan bepaalde formaliteiten, voorwaarden, beperkingen of sancties, die bij de wet zijn voorzien en die in een democratische samenleving noodzakelijk zijn in het belang van de nationale veiligheid, territoriale integriteit of openbare veiligheid, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, de bescherming van de goede naam of de rechten van anderen, om de verspreiding van vertrouwelijke mededelingen te voorkomen of om het gezag en de onpartijdigheid van de rechterlijke macht te waarborgen.*” Het artikel somt meerdere uitingsvormen van het algemeen belang op waarvan de eerbiediging heeft bijgedragen en nog steeds bijdraagt aan de volle beleving van de vrijheden. Het ‘Ik’ moet op de schouders van het ‘Wij’ klimmen wil het zich kunnen ontplooiën. Onvoorwaardelijke vrijheid is vrijheidsberovend.

Hetzelfde redenering geldt voor de onafhankelijkheid van magistraten en advocaten die onmisbaar is voor de werking van Justitie. Onze onafhankelijkheid heeft geen enkele zin, als ze niet wordt beoefend binnen een breder ‘Wij’ dat steeds heruitgevonden moet worden. Het tegengestelde doen zou erop neerkomen dat we die onafhankelijkheid tot een soort antisociaal, dictatoriaal mechanisme maken, waardoor ze de democratie niet zou schragen maar van binnenuit zou ondermijnen. We moeten, denk ik, dat gevaar steeds voor ogen houden, wanneer we onze onafhankelijkheid benadrukken: ze is geen doel op zich om onze ego’s te strelen en onze persoonlijke verzuchtingen te rechtvaardigen, ze wordt ons door de gemeenschap toegekend en we zijn haar daarvoor schatplichtig!

Het is een eenvoudig beginsel dat tegenstrijdig kan lijken. Als ik het voorbeeld van de advocaat neem, dan moet die, om individueel onafhankelijk te zijn, een deel van zijn vrijheid afstaan aan de gemeenschap zijner gelijken die bepaalde regels voor de uitoefening van het beroep zal

¹⁸ E. TODD, *De nederlaag van het Westen*, Paris, Gallimard, 2024, p. 159.

¹⁹ *Indépendance Cha Cha* werd opgenomen in juni 1960, op het moment van de Congolese onafhankelijkheid door de Congolese groep *African Jazz*.

²⁰ H. de Balzac, *La femme de trente ans*, Folio classique, p. 110.

uitvaardigen. Die mogelijkheid tot zelfregulering, zonder enige druk van buitenaf, waarborgt de afzonderlijke onafhankelijkheid van de advocaten, maakt die zelfs haalbaarder en garandeert op haar beurt de vrije toegang tot Justitie²¹.

Een gelijkaardige denkoefening kan worden gemaakt voor de magistraat van het Openbaar Ministerie die regelmatig van subjectiviteit beschuldigd wordt, omdat die, volgens onze grondwettelijke orde, de enige gemachtigde autoriteit is om de opportuniteit van de strafvervolgning te beoordelen, een handelingsbevoegdheid die niet uitsluitend op juridische analyse is gebaseerd. *‘In vergelijking met de rechter beschikt de procureur over meer bewegingsruimte: hij is geen autoriteit die gevat wordt om een geschil, waarover hij krachtens een strikte wetgeving geen zeggenschap heeft, te beslechten en af te sluiten, maar hij is een handelingsgerichte autoriteit, een dynamische speler in een procedure die hij opstart, waaraan hij richting geeft en die hij leidt, wat een ruimere besluitvaardigheid veronderstelt.’*²². De bevoegdheid om over de opportuniteit van de strafvervolgning te oordelen betekent evenwel geen eigenmachtig optreden, want die vrijheid van het Openbaar Ministerie wordt uitgeoefend binnen het kader van de richtlijnen van loyaliteit en onpartijdigheid en, meer in het algemeen, van het strafrechtelijk beleid. Het strafrechtelijk beleid wordt ten onrechte vaak gezien als een beteugeling van de onafhankelijkheid, terwijl het net verzekert dat de buitengewoon handelingsbevoegdheid van het parket binnen de ijkpunten van het algemeen belang wordt uitgeoefend. In zijn commentaar over een zeer duidelijk arrest van het Hof van Cassatie van 2012 onderstreept professor KUTY: *‘Hoewel het Openbaar Ministerie een partij in het strafrechtelijk proces vormt, is het desalniettemin tot objectiviteit en neutraliteit verplicht. Omdat het een opdracht van openbare dienstverlening uitvoert, mag het zijn bevoegdheden niet willekeurig of zonder objectieve rechtvaardiging gebruiken. Dat houdt in dat het Openbaar Ministerie het algemeen belang in alle objectiviteit moet dienen.’*²³.

Vandaag lijkt er wel een voorliefde te bestaan om die handelingsbevoegdheid van het Openbaar Ministerie via het strafrechtelijk beleid in twijfel te trekken door onophoudelijk vraagtekens te zetten bij zijn onafhankelijkheid, zoals de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof in de afgelopen jaren aantoonde²⁴. Die beweging is mijns inziens te wijten aan een huidige trend om het bijzonder belang boven het algemeen belang te stellen, dat in het strafproces door het Openbaar Ministerie wordt belichaamd, maar waarvan het optreden te vaak wordt beperkt tot het willen rechtvaardigen van de repressie. Een beetje naar het voorbeeld van de evolutie die bepaalde auteurs in de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens of die van het Hof van Justitie te Luxemburg ontwaren, komt het overigens steeds vaker voor dat het onderzoek

²¹ Frédéric VAN LEEUW, « L'indépendance de l'avocat. Le point de vue personnel d'un procureur », in *Akten van het colloquium Geen Justitie zonder onafhankelijke advocaten*, georganiseerd in 2021 door avocats.be en de OVB, p. 45

²² P. BEAUVAIS, « La fonction politique du procureur », in *Mélanges en l'honneur van F. Molins*, Lefebvre Dalloz, p. 94 (vrije vertaling).

²³ F. KUTY, “Le devoir du ministère public de proposer une solution de justice : l'expression de son honneur et l'assise de sa légitimité”, nota onder Cass. 19 december 2012, *JLMB* 2013, p. 463 (vrije vertaling).

²⁴ In een recent arrest nr. 97/2020 van 25 juni 2020 was het Grondwettelijk Hof van oordeel dat het feit dat de wetgever aan de personen betrokken in een opsporingsonderzoek – met name de verdachte en de benadeelde partij – niet dezelfde rechten heeft toegekend als aan de beklagde en de burgerlijke partij binnen het kader van gerechtelijk onderzoek geen inbreuk vormt op de Grondwet en, inzonderheid, het gelijkheidsbeginsel. Op verrassende wijze heeft het Hof die beslissing gemotiveerd op grond van twee argumenten, waarvan de eerste luidde dat de procureur des Konings wettelijk niet verplicht zou zijn om een onderzoek à charge en à décharge te voeren.

naar een concreet bijzonder belang in de redenering van de rechter ongunstig uitdraait voor het abstractere algemeen belang²⁵.

In die context kan een controverse die regelmatig aan de kamer van inbeschuldigingstelling van dit hof van beroep wordt voorgelegd volgens mij de zaken verduidelijken. Het parket klaagt al sinds lang het gebrek aan politiecapaciteit aan, in het bijzonder in Brussel waar het kader van de Federale Gerechtelijke Politie de bevolkingsgroei niet heeft gevolgd. Om dit probleem het hoofd te bieden heeft mijn voorganger een systeem opgezet waarmee prioriteiten in de behandeling objectief kunnen worden vastgesteld door een wegingscommissie bestaande uit verschillende actoren van het Openbaar Ministerie die werkzaam zijn in het rechtsgebied²⁶, overeenkomstig de wettelijke bevoegdheden die het Openbaar Ministerie werden toegekend via het strafrechtelijk beleid. Artikel 56 § lid 4 en 5 van het Wetboek van strafvordering bevestigt trouwens die bevoegdheid, vermits het stelt dat *“Wanneer een politiedienst aan de onderzoeksrechter niet het vereiste personeel en de nodige middelen kan geven, kan deze laatste de procureur des Konings verzoeken op te treden na hem over de toestand te hebben ingelicht. Bovendien kan de onderzoeksrechter een kopie van zijn beschikking verzenden aan de procureur-generaal en aan de kamer van inbeschuldigingstelling. De procureur des Konings kan zelf het dossier verzenden aan de procureur-generaal. Deze laatste kan het College van procureurs-generaal verzoeken op te treden en de nodige initiatieven te nemen.”*

Echt waar! Tenzij ik misschien een opleiding van het Instituut voor Gerechtelijke Opleiding voor het parket gemist heb waarin wordt uitgelegd hoe je politieagenten kunt klonen of hoe je ze kunt leren zich zeer snel te reproduceren, zie ik niet in wat dit artikel anders zou betekenen dan dat het de procureur des Konings, in eerste instantie binnen zijn arrondissement, vervolgens aan de procureur-generaal op het ressortelijke niveau en ten slotte, indien nodig, aan het College van procureurs-generaal op nationaal niveau de mogelijkheid geeft om te arbitreran en, desgevallend, in functie van de verwachtingen en inspanningen die de nodige onderzoeksdaan met zich meebrengen, de nodige capaciteiten ten nadele van een andere zaak toe te kennen. De kamer van inbeschuldigingstelling van Brussel heeft echter meermaals, zowel aan Franstalige als aan Nederlandstalige zijde, geoordeeld dat de capaciteit toch moet worden toegekend aan een individueel dossier dat als niet-prioritair werd beschouwd, met als motivering dat een richtlijn van het Openbaar Ministerie niet tot gevolg kon hebben dat een burger het recht wordt ontnomen om voordeel te halen uit onderzoeken die tot een strafvordering kunnen leiden, waardoor een bijzonder belang boven het algemeen belang wordt geplaatst. Het is aan eenieder om te oordelen of dit gepast is. Het probleem lijkt me echter te liggen in het feit dat het algemeen belang hier abstract wordt onderzocht: het gaat hier niet om machtsmisbruik door het parket dat willekeurig zou optreden! Het gaat om de uitoefening van zijn wettelijke

²⁵ Zie J. de Jeanne de DINECHIN, L'intérêt général comme limite aux droits fondamentaux, RDLF, 2024: *‘Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens houdt echt toezicht op en vervangt en herkwalificeert zelfs de argumenten waarop de Staten zich beroepen om zich te verdedigen tegen vorderingen van onderdanen die beweren dat hun grondrechten zijn geschonden. De benaderingswijze van het Hof, die zowel abstract als concreet is, heeft de neiging om het algemeen belang te benadelen in de belangenafweging. Immers, door een abstract algemeen belang, gekoppeld aan de doelstelling van de algemene regel, te vergelijken met een concreet bijzonder belang van een van de partijen, ontstaat er een “vermenging van niveaus” tussen het abstracte en het concrete die ongunstig is voor het algemeen belang.’ [vrije vertaling]*

²⁶ Ik verwijst voor meer details naar de mercuriales die ter gelegenheid van de plechtige zittingen van het hof van beroep van Brussel in 2021 en in 2023 werden uitgesproken.

bevoegdheden in een situatie waar de onderzoeksmiddelen onvoldoende zijn. Stel je dus voor dat de politie, om in de nodige capaciteit te voorzien en om aan het verzoek van de kamer van inbeschuldigingstelling te voldoen, niets anders kan doen dan het uit een ander onderzoek halen, dat eventueel door een andere onderzoeksrechter gevoerd wordt, die op zijn beurt de kamer van inbeschuldigingstelling zal vatten, enzovoort... ; wat het systeem op zeer korte termijn onvermijdelijk zal verlammen.

Het Hof van Cassatie heeft in een recent arrest nochtans duidelijk aanvaard dat het bijzonder belang van een burgerlijke partij moet afgewogen worden tegen het algemeen belang. Naar aanleiding van een burgerlijke partijstelling hadden zowel de onderzoeksrechter als de kamer van inbeschuldigingstelling bepaalde onderzoeksdaden geweigerd, omdat ze moeilijk te verantwoorden waren gelet op het verwachte resultaat ervan. Het Hof heeft in zijn uitspraak over de voorziening de beginselen herhaald die het reeds in zijn rechtspraak inzake rechtsmisbruik²⁷ had bevestigd en stelde: *“Artikel 1. Eerste Aanvullend Protocol EVRM houdt voor de onderzoeksrechter of de kamer van inbeschuldigingstelling geen verplichting in om met betrekking tot eigendomsmisdrijven, in verhouding tot andere misdrijven, een meer effectief gerechtelijk onderzoek te voeren of te bevelen en in dergelijke zaken onderzoekshandelingen te stellen of te bevelen waarvan het te verwachten resultaat kennelijk in wanverhouding zal staan tot de te leveren inspanningen en te maken kosten.”*²⁸

Op het vlak van het recht merken we dus ook de eerder beschreven evolutie van het ‘Wij’ naar het ‘Ik’. Dat is allicht normaal, want het volgt de maatschappelijke ontwikkeling die de rechtsbeoefenaars voor een wetgevingsinflatie en steeds uiteenlopendere en complexe belangen plaatst. Zoals de filosofe Isolde CHARIM het zo goed beschrijft: *‘Tegenwoordig is er geen morele wet die voor iedereen geldt. In een samenleving betekent moraliteit dat we over een morele wet beschikken die voor iedereen goed is. Wat we vandaag hebben is een moraal tussen aanhalingstekens. Een narcistische ersatz van een moraal die voor iedereen bindend is. We zitten met een veelheid aan geïndividualiseerde en narcistische voorstellingen van wat goed zou moeten zijn en wat goed is, dat steeds volgens ons ego wordt gedefinieerd. Maar een SUV-bestuurder en een milieuactivist zullen niet dezelfde voorstellingen hebben.’*²⁹

“Met het zogenaamde algemene belang als voorwendsel kan men gaan waarheen men wil” aldus Napoleon. Maar vandaag volstaat de wet op zich niet langer om het algemeen belang gestalte te geven, de doctrine merkt op dat onze juridische systemen stilaan verglijden naar een waardensysteem: het streeft legitimiteit na in de legaliteit³⁰. Met andere woorden, om de wet toe te passen volstaat het niet meer om het algemeen belang in te roepen, dat moet geval per geval worden aangetoond. Het is in die ruimte dat de rechter optreedt, of hij nu een

²⁷ Zie het eerder vermelde arrest van het Hof van Cassatie. Hof van Cassatie, 22 oktober 2021 - C.20.0265.FC: *“Rechtsmisbruik bestaat uit de uitoefening van een recht op een manier die de grenzen van de normale uitoefening van dat recht door een voorzichtig en zorgvuldig persoon duidelijk overschrijdt; dit is in het bijzonder het geval wanneer de veroorzaakte schade niet in verhouding staat tot het door de houder van het recht nagestreefde of verkregen voordeel; bij de beoordeling van de betrokken belangen moet de rechter rekening houden met alle omstandigheden van het geval.”* [vrije vertaling]. Zie ook Cass. 27 april 2020, RG C.19.0435.N, Pas. 2020, nr. 247.

²⁸ Cass. 2 mei 2023, P.23.0068.N.

²⁹ *Op. cit.*

³⁰ D. TRUCHET, “La notion d’intérêt général : le point de vue d’un professeur de droit”, *Legicom* nr. 58, 2017/1, p. 8.

grondwettelijk, administratief³¹ of gerechtelijk rechter is. Voor de strafrechter is het niet meer genoeg te stellen dat de strafrechtelijke inbreuk de niet te overtreden grens van het algemeen belang is. *‘De straf is zeker niet de enige bekommernis van de maatschappij. Ze eist meer bepaald dat justitie niet willekeurig is’*³². Door de verbinding tussen het strafprocesrecht en de verschillende concepten die het ontwikkelt, zoals openbare veiligheid, evenredigheid, goede rechtsbedeling, moet de rechter ook de verschillende belangen afwegen. Het Openbaar Ministerie doet hetzelfde door zijn waaier aan strafrechtelijke antwoorden uit te breiden met andere instrumenten dan het proces, zoals de nieuwe mogelijkheden van onderhandelde justitie wat ook vaak afhangt van het initiatief van de advocaat. In dit opzicht is het essentieel, zoals het College van het Openbaar ministerie overigens in zijn Witboek vraagt, dat de wetgever opnieuw uitgebreide minnelijke schikkingen op het niveau van het beroep toestaat³³. Dat zou ons een waardevol instrument bieden voor het wegwerken van de indrukwekkende achterstand van zaken die op vaststelling wachten en voor het vrijmaken van de rol van het hof waardoor de doorlooptijden ingekort worden. Gelet op de wetgevingsinflatie die in steeds meer administratieve geldboetes voorziet, die door ambtenaren en niet door magistraten moeten worden opgelegd, lijkt het ideologische argument dat dit een Justitie voor de welgestelden zou zijn me bijzonder hypocriet.

Er zijn echter ook zeer duidelijke grenzen aan de onafhankelijkheid van de rechter, die, om volledig doeltreffend te zijn, deel moet uitmaken van een meer dan symbolisch Über-Ich. Eerst en vooral, om het in de woorden van François MOLINS, voormalig procureur-generaal bij het Franse Hof van Cassatie te zeggen: *‘De rechter mag de ethische kwesties die ten grondslag liggen aan elk van zijn beslissingen niet uit het oog verliezen, maar hij mag ook niet redeneren in functie van zijn eigen ethische en morele principes. De magistraat is in de eerste plaats degene die de wet toepast en de regel doet eerbiedigen. Onpartijdigheid is een van zijn belangrijkste plichten: hij moet zich ontdoen van alle vooroordelen om zo objectief mogelijk te zijn in de uitvoering van zijn opdrachten. Daarin ligt de moeilijkheid, het evenwicht dat moet worden gevonden, de lijn die niet mag worden overschreden.’*³⁴ De tweede grens: hoewel de rechter het laatste woord heeft, *‘mogen we niet vergeten dat het bepalen van het algemeen belang, voordat het uiteindelijk de zittingszaal bereikt, een zaak is van zij die de beslissingen nemen’*³⁵. In die zin heeft het Hof van Cassatie onlangs herhaald dat, hoewel de rechter *‘een leemte in de wet die voortvloeit uit een vastgestelde ongrondwettelijkheid kan opvullen, hij geen andere grondwettelijke, verdrags- of wettelijke bepaling mag schenden; bovendien moet de rechter, in zijn poging om deze leemte op te vullen, zich onthouden van het maken van keuzes die alleen de wetgever zou moeten maken’*³⁶. In een ander arrest, bij een burgerlijke zaak waarin het Hof

³¹ Deze evolutie is duidelijk waarneembaar in de rechtspraak van de Raad van State die, op het gebied van onteigening, overheidshandelingen controleerde die duidelijk gerechtvaardigd zijn in naam van het algemeen belang en geleidelijk aan bijna is geëvolueerd naar opportuniteitscontrole.

³² J. BOSSAN, *L'intérêt général dans le procès pénal*. Droit. Université de Poitiers (Frankrijk), 2007, p. 19.

³³ Die mogelijkheid werd in 2016 ingetrokken, terwijl het Grondwettelijk Hof slechts een bezwaar had geformuleerd tegen de reikwijdte van de controle door de rechter en tegen het feit dat de voorgaande wet het parket de mogelijkheid gaf om een onderzoek aan een onderzoeksrechter te onttrekken. Zie O. MICHIELS, « La transaction pénale élargie face au contrôle de la Cour constitutionnelle », opm. onder Grondw. Hof, 2 juni 2016 Nr. 83/2026, *JLMB*, 2016/39, pp. 1847-1852

³⁴ F. MOLINS, *Au nom du peuple français – Mémoires*, Flammarion, Parijs, 2024, p. 328, [vrije vertaling].

³⁵ D. TRUCHET, *op. cit.*, p. 8, [vrije vertaling]

³⁶ Hof van Cassatie - 10 juni 2020 - P.20.0543.F. [vrije vertaling]

werd gevraagd zich uit te spreken over een mogelijk rechtsmisbruik, was het Hof nog duidelijker: *‘Wanneer een privépersoon een recht inroept tegen een andere privépersoon, mag de rechter de evenredigheid van de uitoefening die de persoon van dat recht maakt niet beoordelen in het licht van een collectief belang dat verschilt van hun respectieve belangen.’*³⁷

³⁷ Hof van Cassatie - 22 oktober 2021 - C.20.0265.F. Zie ook Cass.16 november 1961, *Bull. en Pas.* 1962, I, 332. [vrije vertaling]

Bij wijze van conclusie : een « *Wij* » (herop) te bouwen in het algemeen belang

Vandaag zijn er geen grote ethische, milieu-, of zelfs gemediatiseerde kwesties meer, die geen voorwerp uitmaken van een gerechtelijk debat. Ik neem bijvoorbeeld de recente polemiek naar aanleiding van de woorden van de Vlaamse columnist Herman Brusselmans, waarvoor een van mijn collega-procureurs is overgegaan tot de opening van een opsporingsonderzoek. Hierbij stelde een advocaat zich de vraag of het strafrecht echt een remedie is voor alles³⁸.

Onze maatschappij heeft een ware klimaat-culturele verandering ondergaan, waar talrijke tegenstrijdige persoonlijke belangen met elkaar botsen en waar het algemeen belang af en toe onderaan de waarde-piramide lijkt te worden geplaatst. In deze ingewikkelde situatie, komt het voor een groot deel aan Justitie toe om te controleren dat het evenwicht van de verschillende aanwezige belangen in de lijn ligt van het gemeenschappelijk goed.³⁹

Deze toenemende invloed van juridische actoren omwille van hun rechtspraak, hun keuzes in verband met strafrechtelijk beleid of hun tussenkomsten in de media, heeft tegelijkertijd een keerzijde : « *de ontwikkeling van de beleidskwestie rond onveiligheid en de opnemings van de strafprocedure in haar kern heeft een tweede aantrekkingskracht aan het licht gebracht in het strafproces. Opgericht als een maatschappelijke kwestie, werd het strafproces het middelpunt van kritiek. Door dit fenomeen werden de verschillende fasen van het proces, het algemene opzet en de bijzondere maatregelen ervan in vraag gesteld. De opeenvolging van gemediatiseerde zaken zorgde ervoor dat de werking, of doorgaans, de gebrekkige werking van het strafproces werd belicht, maar ook dat deze laatste op een verontrustende manier werd verzwakt. De verwachtingen van de maatschappij zijn vaak tegenstrijdig, waarbij de gemeenschap verdeeld is tussen, enerzijds, de bekommernis over de efficiëntie van een maatschappelijke reactie en, anderzijds, de bevordering van de rechten van het individu.* »⁴⁰

Dit verklaart de soms hevige reacties van bepaalde politieke actoren ten aanzien van Justitie die nu eens bestempeld wordt als « *klassenjustitie* », dan weer als « *wereldvreemd* » of zelfs als « *onverantwoordelijk* ». In deze context kunnen we ook het dalend vertrouwen van de burger in

³⁸ Op het sociaal netwerk X heeft de advocaat Joris VAN CAUTER (@jorisvancauter) zich als volgt uitgedrukt op 14 augustus jongstleden : « *We moeten ons toch eens bezinnen of strafrecht een remedie is voor alles. Foute lezingen voor @KVHGent, foute columns in @Humo. Is het een meerwaarde om dat voor de rechter te brengen?* »

³⁹ Door dit te doen, begeven de magistraten zich meer en meer op het beleidsterrein vanuit het oogpunt van hun algemeen belang. Het zal niemand ontgaan zijn dat één van de belangrijkste beweegredenen van de wetgever in de voorbereidende werkzaamheden van ons nieuw Strafwetboek het feit is dat we worden geconfronteerd « *met een overdreven toename van punctuele wetwijzigingen en nieuwe wettelijke en aan rechtspraak verbonden regels, waardoor het materiële strafrecht een complex kluwen is geworden waar de rechtzoekenden nog moeilijk aan uit kunnen. De bevattelijkheid van en de toegankelijkheid tot het Wetboek zijn dus aanzienlijk aangetast. Bovendien zijn er vele rechtsregels die niet meer zijn afgestemd met de praktische toepassing ervan.* » Zie het wetsvoorstel tot invoering van een nieuw Strafwetboek, DOC 55 0417/001, pag. 4.

⁴⁰ Jérôme BOSSAN, *op. cit.*

Justitie duiden, wat ik als uitgangspunt heb genomen. Natuurlijk! Het is absoluut nodig om zich de vraag te stellen of een Justitie die voortdurend kunstmatig in leven wordt gehouden niet eveneens getuigt van een algemeen belang en een rechtstaat in uitverkoop. Ik zal hierop verwijzen naar het memorandum van onze hooggerechtshoven gericht aan onze nieuwe toekomstige regering.

Hetgeen ik net heb verteld mag niet worden geïnterpreteerd als een poging om onze verantwoordelijkheden van ons af te schuiven, noch als een beklag over een egoïstische en grillige burger. We zitten allen in dat klimaat ! Ik wilde vooral benadrukken wat we, als actoren van Justitie, samen kunnen verwezenlijken door een beetje van onze « *Ik* » aan de kant te schuiven en een « *Wij* » te doen herleven, wat maar al te vaak ontbreekt. En daar ligt onze verantwoordelijkheid.

De notie algemeen belang lijkt evolutief en weinig precies, en misschien net daardoor moeilijk te vervatten in de sfeer van het strafrecht, maar laat dat net haar kracht zijn. Ze kan aldus voorzien in een gemeenschappelijk kader, een ware “boven-Ik” (über-ich) die ik zelfs menselijkheid zou durven noemen, voor onze respectieve onafhankelijkheid, die slechts kan ontstaan in het kader van een gemeenschappelijk maatschappelijk project dat het collectieve welzijn beoogt te bevorderen. Vanuit onze respectieve standpunten, zonder onze onafhankelijkheid op te offeren, kunnen we - ik zou zelfs zeggen moeten we - samen nadenken over de manier waarop gerechtigheid geschiedt en wat we kunnen doen om dit binnen redelijke termijnen te laten gebeuren. We moeten de manier waarop we werken beter uitleggen. In die optiek is het eerbiedigen van de tegenspraak zeer belangrijk. Het laat elke partij toe om haar visie op het algemeen belang te duiden opdat de rechter vervolgens kan beslissen. Wat mij betreft, is dat principe niet bedoeld om tegengestelde standpunten gewoon met elkaar te confronteren, maar biedt het de uitgelezen kans om de blik voor verschillende invalshoeken te openen. Wanneer je er zo in slaagt om wegen te doen samenlopen die tevoren gescheiden waren, zelfs in strafzaken, dan doe je recht, want het herstelt de onmisbare verbinding.

Aan allen die vandaag de eed van advocaat hebben afgelegd vraag ik nederig om u elke dag te herinneren wat die eed betekent: hij schenkt u uw onafhankelijkheid om meestal bijzondere belangen te verdedigen, maar herinnert er tegelijk aan, net als de eed van magistraat, dat de diepliggende reden voor onze onafhankelijkheid erin bestaat ons de nodige ruimte te geven om recht te doen. Onze onafhankelijkheid heeft slechts zin als we als onmisbare actoren van Justitie erin slagen, zonder echter aan elkaar ondergeschikt te zijn, maar in een gemeenschappelijke beweging, om ons samen-leven te verbeteren, het gemene goed bij uitstek.

De bal ligt dus in ons kamp!

Brussel, 2 september 2024

Frédéric VAN LEEUW

Procureur-generaal



openbaar ministerie
ministère public

**Annexe à la mercuriale prononcée par le procureur général près la cour
d'appel de Bruxelles à l'audience solennelle de rentrée du
2 septembre 2024**

/

***Bijlage bij de openingsrede uitgesproken door de procureur generaal bij
het hof van beroep te Brussel op de plechtige openingszitting van 2
september 2024***



1. Les procédures devant les chambres correctionnelles de la cour d'appel de Bruxelles / Procedures voor de correctionele kamers van het hof van beroep te Brussel

Tableau 1.1. Nombre d'affaires entrées (input) et nombre d'arrêts définitifs (output) enregistrés au greffe concernant une procédure devant les chambres correctionnelles de la cour d'appel de Bruxelles, selon l'année et la langue de la procédure /

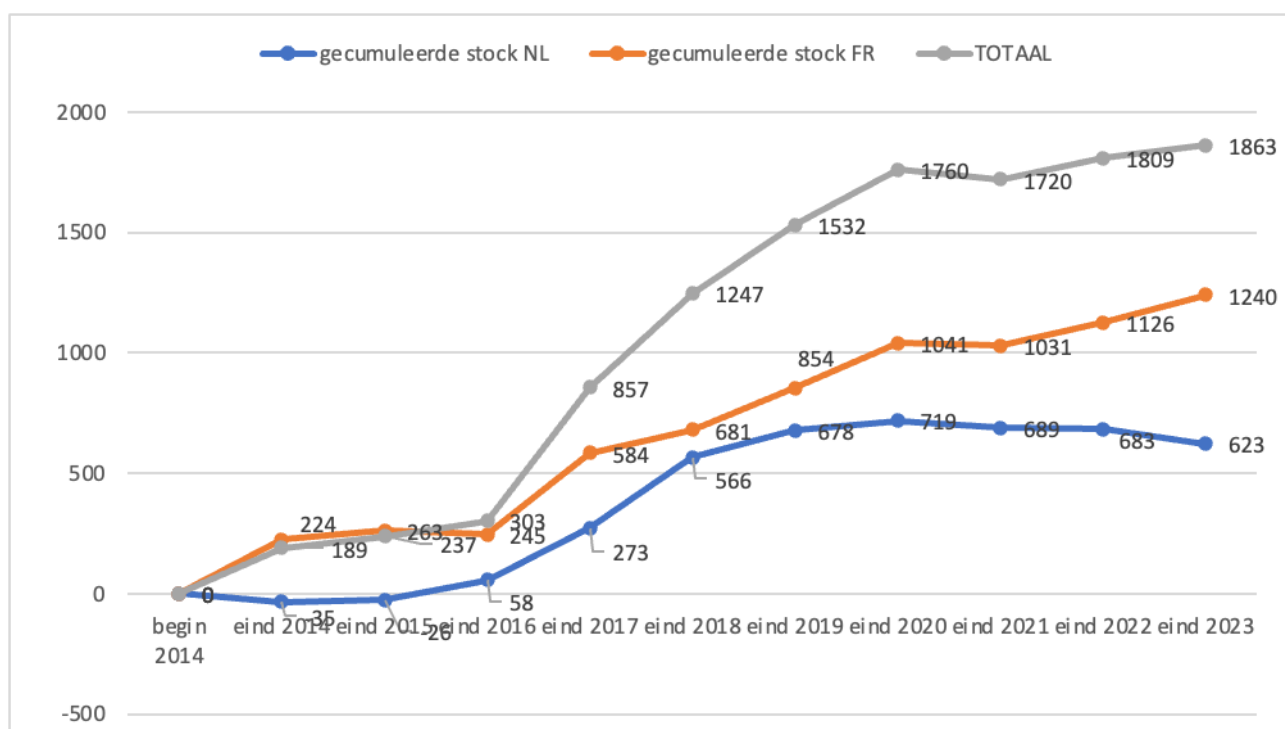
Tabel 1.1. Aantal zaken binnengekomen (input) en aantal eindarresten (output) geregistreerd op de griffie m.b.t. een procedure voor de correctionele kamers van het hof van beroep te Brussel, naargelang het jaar en de proceduretaal

Année/Jaar	Input			Output			Solde/Saldo (Input - Output)		
	NL	FR	Total	NL	FR	Total	NL	FR	Total
2014	350	1015	1365	385	791	1176	-35	224	189
2015	433	810	1243	424	771	1195	9	39	48
2016	476	791	1267	392	809	1201	84	-18	66
2017	662	1148	1810	447	809	1256	215	339	554
2018	745	920	1665	452	823	1275	293	97	390
2019	611	979	1590	499	806	1305	112	173	285
2020	551	1089	1640	510	902	1412	41	187	228
2021	681	961	1642	711	971	1682	-30	-10	-40
2022	708	973	1681	714	878	1592	-6	95	89
2023	668	988	1656	728	874	1602	-60	114	54
Total	5885	9674	15559	5262	8434	13696	623	1240	1863

Source des données : greffe correctionnel de la cour d'appel de Bruxelles
Bron: correctionele griffie van het hof van beroep te Brussel

Graphique 1.1. Evolution du stock cumulé des chambres correctionnelles de la cour d'appel de Bruxelles selon l'année et la langue de la procédure /

Grafiek 1.1. Evolutie van de gecumuleerde stock van de correctionele kamers van het hof van beroep te Brussel naargelang het jaar en de proceduretaal



Source des données : greffe correctionnel de la cour d'appel de Bruxelles
Bron: correctionele griffie van het hof van beroep te Brussel



2. Les procédures devant les chambres civiles et familiales de la cour d'appel de Bruxelles / *Procedures voor de burgerlijke kamers en de familiekamers van het hof van beroep te Brussel*

N.B. : Ten gevolge van de inwerkingtreding van de wet tot invoering van de familierechtbanken (1/9/2014) is het moeilijk om de jaren 2014, 2015, 2016 en 2017 onderling en met de voorgaande jaren te vergelijken, gezien deze hervorming een verschuiving van burgerlijke zaken van de jeugdkamers naar de familiekamers met zich meebracht / Suite à l'entrée en vigueur de la loi instaurant les tribunaux de la famille (1/9/2014), il est difficile de comparer l'année 2014 tant avec les années qui la précèdent qu'avec celles qui la suivent, cette réforme ayant entraîné un glissement d'affaires civiles des chambres de la jeunesse vers celles de la famille. Cependant, les années antérieures à 2014 sont comparables entre elles et les années postérieures à 2014 le sont également entre elles.

Tableau 2.1. Evolution du nombre d'affaires civiles enregistrées au parquet général de Bruxelles du 1/1/2014 au 31/12/2023, selon l'année d'entrée et la langue de procédure

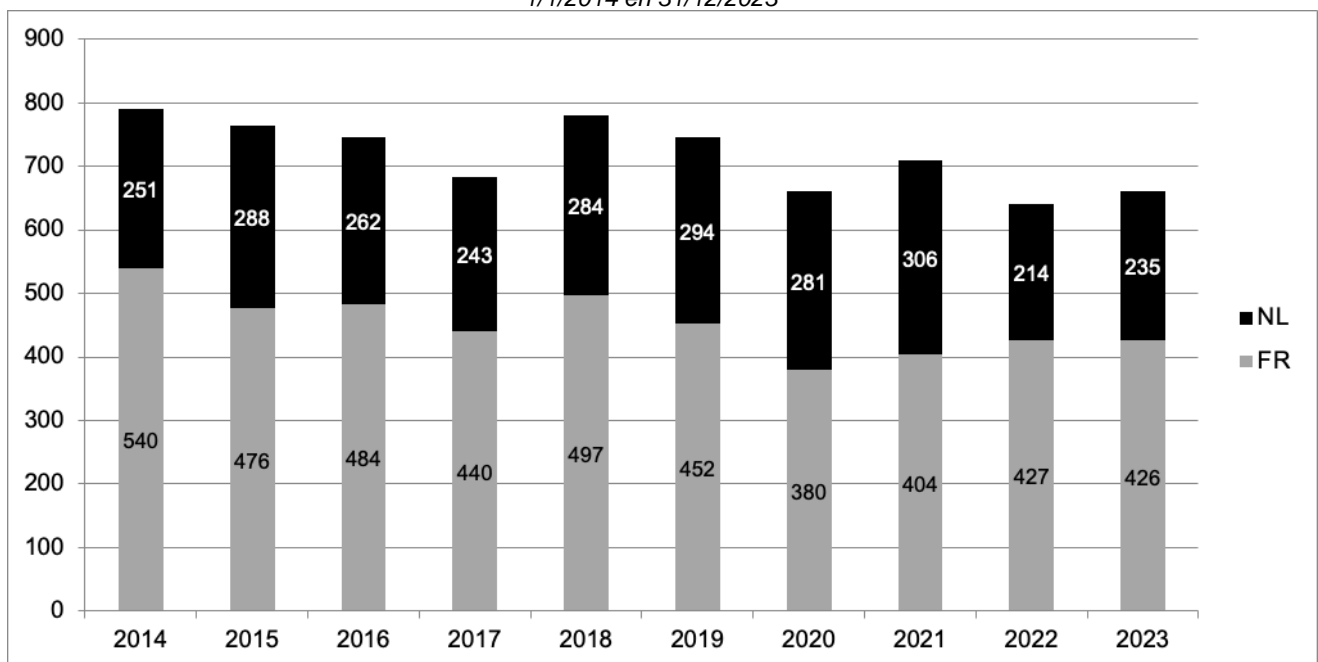
Tabel 2.1. Evolutie van het aantal burgerlijke zaken geregistreerd op het parket-generaal te Brussel tussen 1/1/2014 en 31/12/2023, naargelang het jaar van binnenkomst en de proceduretaal

Année	Langue de la procédure		Total	Index (base=2014)
	FR	NL		
2014	540	251	791	100
2015	476	288	764	97
2016	484	262	746	94
2017	440	243	683	86
2018	497	284	781	99
2019	452	294	746	94
2020	380	281	661	84
2021	404	306	710	90
2022	427	214	641	81
2023	426	235	661	84

Source des données: banque de données du Collège des procureurs généraux – analystes statistiques
Bron: gegevensbank van het College van Procureurs-generaal - statistisch analisten

Graphique 2.1. Evolution annuelle du nombre d'affaires civiles transmises au parquet général de Bruxelles du 1/1/2014 au 31/12/2023

Grafiek 2.1. Jaarlijkse evolutie van het aantal burgerlijke zaken overgemaakt aan het parket-generaal te Brussel tussen 1/1/2014 en 31/12/2023



Source des données: banque de données du Collège des procureurs généraux – analystes statistiques
Bron: gegevensbank van het College van Procureurs-generaal - statistisch analisten



3. Les procédures devant les chambres de la jeunesse de la cour d'appel de Bruxelles / Procedures voor de jeugdkamers van het hof van beroep te Brussel

N.B. : Ten gevolge van de inwerkingtreding van de wet tot invoering van de familierechtbanken (1/9/2014) is het moeilijk om de jaren 2014, 2015, 2016 en 2017 onderling en met de voorgaande jaren te vergelijken, gezien deze hervorming een verschuiving van burgerlijke zaken van de jeugdkamers naar de familiekamers met zich meebracht / Suite à l'entrée en vigueur de la loi instaurant les tribunaux de la famille (1/9/2014), il est difficile de comparer l'année 2014 tant avec les années qui la précèdent qu'avec celles qui la suivent, cette réforme ayant entraîné un glissement d'affaires civiles des chambres de la jeunesse vers celles de la famille. Cependant, les années antérieures à 2014 sont comparables entre elles et les années postérieures à 2014 le sont également entre elles.

Tableau 3.1. Evolution du nombre d'affaires transmises au parquet général de Bruxelles du 1/1/2014 au 31/12/2023, concernant une procédure devant les chambres de la jeunesse, selon l'année d'entrée et la langue de procédure

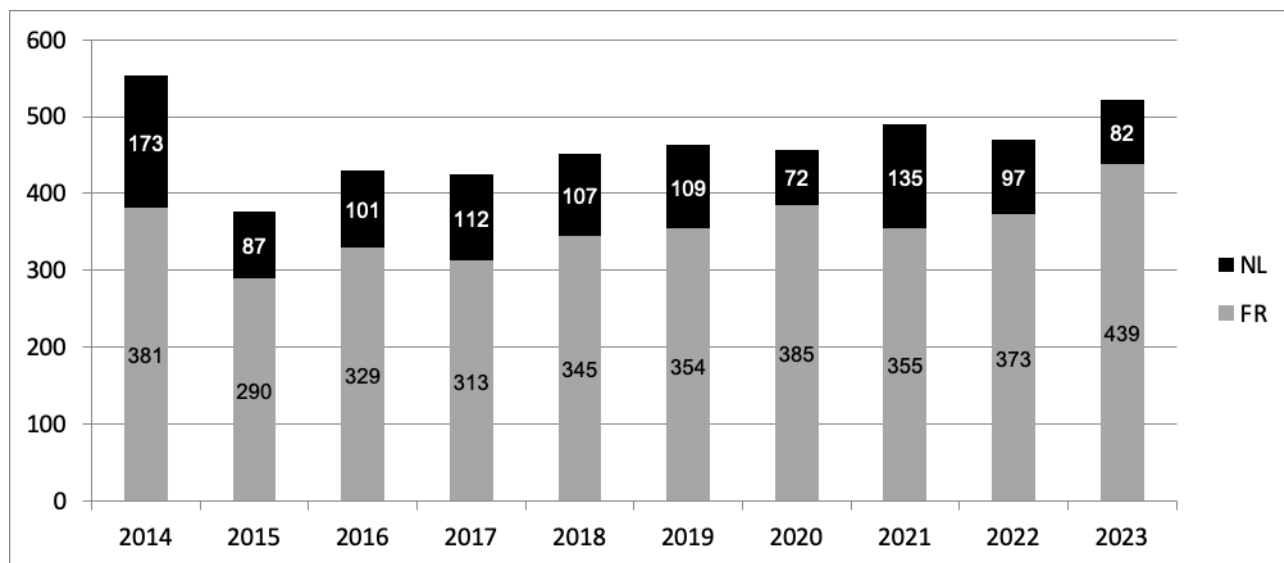
Tabel 3.1. Evolutie van het aantal zaken overgemaakt aan het parket generaal te Brussel tussen 1/1/2014 en 31/12/2023 met betrekking tot een procedure voor de jeugdkamers, naargelang het jaar van binnenkomst en de proceduretaal

Année	Langue de la procédure		Total	Index (base=2014)
	FR	NL		
2014	381	173	554	100
2015	290	87	377	68
2016	329	101	430	78
2017	313	112	425	77
2018	345	107	452	82
2019	354	109	463	84
2020	385	72	457	82
2021	355	135	490	88
2022	373	97	470	85
2023	439	82	521	94

Source des données: banque de données du Collège des procureurs généraux – analystes statistiques
Bron: gegevensbank van het College van Procureurs-generaal - statistisch analisten

Graphique 3.1. Evolution du nombre d'affaires transmises au parquet général de Bruxelles du 1/1/2014 au 31/12/2023, concernant une procédure devant les chambres de la jeunesse, selon l'année d'entrée et selon la langue de la procédure

Grafiek 3.1. Evolutie van het aantal zaken overgemaakt aan het parket generaal te Brussel tussen 1/1/2014 en 31/12/2023 met betrekking tot een procedure voor de jeugdkamers, naargelang het jaar van binnenkomst en de proceduretaal



Source des données: banque de données du Collège des procureurs généraux – analystes statistiques
Bron: gegevensbank van het College van Procureurs-generaal - statistisch analisten



**4. Les procédures devant la chambre de mise en accusation /
Procedures voor de kamer van inbeschuldigingstelling**

Tableau 4.1. Evolution du nombre d'affaires reçues au parquet général de Bruxelles concernant une procédure devant la chambre des mises en accusation, selon le type de dossier, la langue de procédure et l'année d'entrée

Tabel 4.1. Evolutie van het aantal zaken ontvangen op het parket-generaal te Brussel met betrekking tot een procedure voor de kamer van inbeschuldigingstelling, naargelang het type dossier, de proceduretaal en het jaar van binnenkomst

Année	Détection préventive			Loi sur les étrangers			Franchimont			Autres			Total		
	FR	NL	S/tot.	FR	NL	S/tot.	FR	NL	S/tot.	FR	NL	S/tot.	FR	NL	Tot.
2014	902	528	1430	201	55	256	153	105	258	237	111	348	1493	799	2292
2015	861	528	1389	175	33	208	219	107	326	227	121	348	1482	789	2271
2016	764	567	1331	226	36	262	200	116	316	205	102	307	1395	821	2216
2017	945	447	1392	199	48	247	180	111	291	242	119	361	1566	725	2291
2018	1155	473	1628	199	43	242	191	118	309	191	119	310	1736	753	2489
2019	994	523	1517	169	45	214	144	97	241	217	91	308	1524	756	2280
2020	857	546	1403	136	35	171	183	103	286	172	119	291	1348	803	2151
2021	1154	511	1665	115	26	141	206	107	313	227	109	336	1702	753	2455
2022	1272	550	1822	135	28	163	225	103	328	199	104	303	1831	785	2616
2023	1367	690	2057	155	49	204	208	105	313	204	104	308	1934	948	2882

Source des données: banque de données du Collège des procureurs généraux – analystes statistiques
Bron: gegevensbank van het College van Procureurs-generaal - statistisch analisten

Tableau 4.2. Evolution de l'indice (2014 = année de base) du nombre d'affaires reçues au parquet général de Bruxelles concernant une procédure devant la chambre des mises en accusation, selon le type de dossier, la langue de procédure et l'année d'entrée

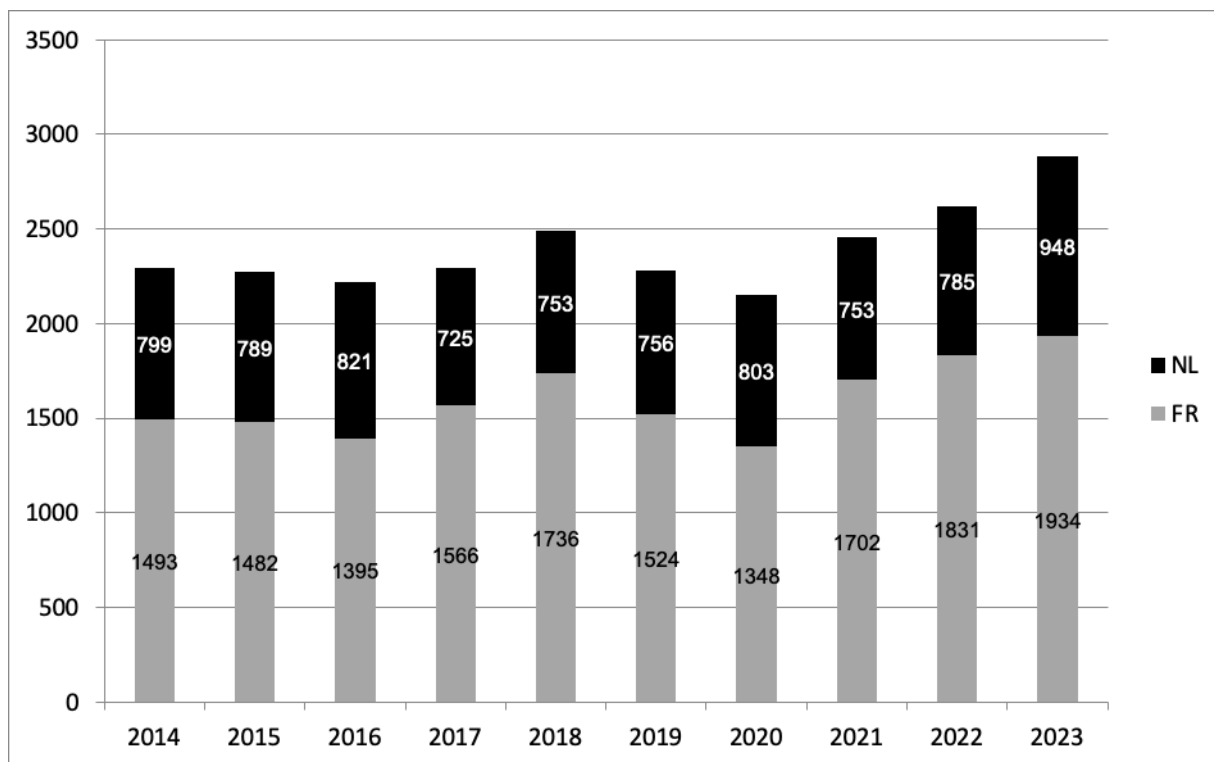
Tabel 4.2. Evolutie van de index (2014 = referentiejaar) van het aantal zaken ontvangen op het parket-generaal te Brussel met betrekking tot een procedure voor de kamer van inbeschuldigingstelling, naargelang het type dossier, de proceduretaal en het jaar van binnenkomst

Année	Détection préventive			Loi sur les étrangers			Franchimont			Autres			Total		
	FR	NL	S/tot.	FR	NL	S/tot.	FR	NL	S/tot.	FR	NL	S/tot.	FR	NL	Tot.
2014	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2015	95	100	97	87	60	81	143	102	126	96	109	100	99	99	99
2016	85	107	93	112	65	102	131	110	122	86	92	88	93	103	97
2017	105	85	97	99	87	96	118	106	113	102	107	104	105	91	100
2018	128	90	114	99	78	95	125	112	120	81	107	89	116	94	109
2019	110	99	106	84	82	84	94	92	93	92	82	89	102	95	99
2020	95	103	98	68	64	67	120	98	111	73	107	84	90	101	94
2021	128	97	116	57	47	55	135	102	121	96	98	97	114	94	107
2022	141	104	127	67	51	64	147	98	127	84	94	87	123	98	114
2023	152	131	144	77	89	80	136	100	121	86	94	89	130	119	126

Source des données: banque de données du Collège des procureurs généraux – analystes statistiques
Bron: gegevensbank van het College van Procureurs-generaal - statistisch analisten

Graphique 4.1. Evolution du nombre d'affaires reçues au parquet général de Bruxelles concernant une procédure devant la chambre des mises en accusation, selon la langue de procédure et l'année d'entrée

Grafiek 4.1. Evolutie van het aantal zaken ontvangen op het parket-generaal te Brussel met betrekking tot een procedure voor de kamer van inbeschuldigingstelling, naargelang de proceduretaal en het jaar van binnenkomst



Source des données: banque de données du Collège des procureurs généraux – analystes statistiques
Bron: gegevensbank van het College van Procureurs-generaal - statistisch analisten